

2021

ANNALES

HGGMC

CONCOURS
ECRICOME
PREPA

VOIE ECONOMIQUE ET
COMMERCIALE
VOIE SCIENTIFIQUE

SOMMAIRE

| | |
|---------------------------|---------|
| ESPRIT DE L'ÉPREUVE | PAGE 2 |
| PRINCIPES DE NOTATION | |
| SUJET 1 | PAGE 7 |
| SUJET 2 | PAGE 8 |
| PROPOSITION DE CORRIGÉ | |
| SUJET 1 | PAGE 11 |
| SUJET 2 | PAGE 31 |

ESPRIT DE L'ÉPREUVE

Au fil des années l'épreuve de géopolitique aux concours ECRICOME s'est bâtie autour d'une originalité désormais installée :

- 1. Le choix de 2 sujets** qui doivent permettre d'offrir au candidat un sujet assez généraliste (souvent articulé sur les programmes de première et deuxième année) et/ou un sujet souvent plus régionalisé au cœur des grands enjeux géopolitiques contemporains. Une question **où** le sens donné par le libellé du sujet **invite** à une approche personnelle d'un des grands débats de géoéconomie et de géopolitique au programme.
- 2. Le choix d'un sujet associé à une carte à commenter**, chaque exercice étant noté séparément (15 pour le devoir et 5 pour la carte).
- 3. La volonté de promouvoir la carte commentée** (en lieu et place de la carte de synthèse) sur laquelle les candidats vont exercer leur sagacité, témoigner de leur capacité à aller à l'essentiel, valoriser leur sens critique et affirmer leur aptitude à dégager la portée d'un document. L'exercice désormais rodé au bout de 5 ans donne d'excellents résultats dans la sélection des copies.
- 4. En 4 heures le jury s'attend donc :**
 - À une copie qui montre mais surtout démontre.
 - À un raisonnement qui hiérarchise les faits, relativise les données brutes, compare et pondère des jugements souvent proches de clichés (les dégâts du journalistique).
 - À un devoir où les exemples sont choisis, synthétisés et actualisés, évitent le récitatif de cours et sont mis en perspective.
 - À une rédaction qui accepte un contrat initial : 30 fautes notation sur 10 et non sur 15 du devoir.
 - À la mobilisation de toutes les composantes de la matière c'est-à-dire une dimension historique, spatiale, géopolitique et économique.
 - À une utilisation personnelle de la chronologie (lorsqu'elle figure dans l'énoncé du sujet) sans la paraphraser, sans l'intégrer forcément dans sa totalité, sans oublier de la compléter, ni de dégager les points sur lesquels la chronologie dans ses choix de dates voulait attirer l'attention du candidat.

Finalement cette épreuve est un des filtres que les Écoles de la Banque ECRICOME utilisent pour sélectionner des candidats opérationnels, pragmatiques, clairs, en phase avec l'actualité, cultivés, synthétiques, et en tout état de cause capables de distinguer l'utile du futile et d'être réactifs... bref de bons candidats !

2021 : UNE SESSION SINGULIÈRE ET CLASSIQUE À LA FOIS

■ UNE SESSION CLASSIQUE

- ✓ *Par son déroulement* : la pandémie de la Covid 19 a laissé la possibilité d'un calendrier quasi revenu à la normale dans ses dates et modalités, des corrections de copies numérisées sur 3 semaines, une équipe de 25 correcteurs habitués à fonctionner collégalement, retrouvant donc un tempo normal,
- ✓ *Par la pérennisation du système de numérisation des copies qui efficace en 2020 est devenu en tous points un excellent outil de travail,*
- ✓ *Par les sujets* qui couvraient comme souvent le cas un aspect du programme de première année avec exemples glanés en deuxième année sur la sécurité alimentaire et un sujet plus régional chevillé sur le programme de deuxième année (le monde arabe) 2 sujets qui n'ont pas eu l'air de dérouter les candidats, loin de là tout en étant discriminants,
- ✓ *Par son aboutissement* ; une moyenne finale asymptotique à 11,21 et un écart type de plus de 3,8 : gage d'une bonne ventilation des notes et d'une bonne valorisation de la matière,
- ✓ *Par des défauts bien typés*, hélas qui depuis de nombreuses années ont été épinglés,
 - Le manque de définition des sujets qui dans le cas pouvait être un lourd handicap : Ainsi **le monde arabe n'a pas été borné** laissant la place à des assimilations hâtives entre MENA (Middle East North Africa) Moyen Orient et monde arabe et laissant souvent l'Iran et la Turquie au cœur de cet espace : or même si les interventions de ces deux pays sont décisives dans le jeu régional, ce ne sont pas des puissances arabes.
L'absence de référence à la notion de monde arabe qui a éclipsé toute évocation d'identité, de civilisations arabes toute référence à une géographie culturelle,
L'absence de remarques sur le pluriel du mot « intégrations » qui fait que beaucoup de candidat ait laissé de côté les aspects concernant l'intégration commerciale (CCG par exemple) **religieuse** (panislamisme) politique (ligue arabe). Lorsque la question de l'intégration au monde est évoquée, c'est dans des copies qui voient le Moyen Orient comme un simple pôle pétrolier qui tente de se diversifier et en oubliant l'intégration par la nation ou par la politique voire la culture commune.
L'absence de réflexion sur le mot « demain » qui a valu parfois des extrapolations fumeuses et abstraites et pas l'analyse de choix futurs induits des contradictions présentes.
Le refus de saisir la notion de sécurité alimentaire au risque de la confondre avec souveraineté alimentaire ou de se limiter à des insécurités alimentaires limitées dans le temps.

- Le manque de chiffres pour cadrer des évolutions, des rapports de force. A force de s'imprégner et de ne pas capitaliser des connaissances précises, certains candidats produisent une réflexion non aboutie peu originale et ont du mal à sortir d'une glose peu académique !
 - Le réflexe toujours répandu de vouloir ressortir des fiches préconditionnées sur les sujets comme nourrir 7 mds d'hommes ou l'instabilité du Moyen Orient sans se donner les moyens de réfléchir à la spécificité des sujets. De nombreux candidats n'ont pas encore compris que les bons sujets sont des sujets de cours où un questionnement particulier, un axe de réflexion particulier exigé crée une originalité discriminante qui permet de hiérarchiser les copies.
- ✓ *Par les résultats conformes aux attentes* avec une moyenne globale de 11,21 en grande partie liée à la réussite du sujet N°2 un écart type de 3,82 sur 3346 copies. L'épreuve a été sélective rémunératrice (moisson de 18 à 20 non que ces copies ne soient parfaites mais du moins en près de 4 heures les candidats ont montré des qualités d'exposé, une pertinence de leur réflexion et une fois de plus ont su démontrer plus que montrer, en respectant les canons de la dissertation depuis l'accroche et la problématique jusqu'à la conclusion. Pour le sujet numéro 2 et c'est un encouragement pour l'avenir, beaucoup de correcteurs n'ont eu aucun réajustement notable à effectuer après un premier jet de correction et ce sujet a permis de compenser la faiblesse relative des prestations sur le sujet N°1.

■ UNE SESSION SINGULIÈRE

- ✓ *La ventilation des choix des candidats* : près des 2/3 des candidats ont choisi le sujet portant sur intégrations et fragmentations du monde arabe, et le sujet sur la sécurité alimentaire (1/3) a été moins prisé. D'après les notations, l'impression est celle d'un choix par défaut pour le sujet N°1 donc pas **maîtrisé** et au contraire d'un choix assumé avec de bonnes connaissances pour le sujet N°2. On ne s'étonnera pas de voir des différences de moyenne allant de 1,5 à 2 points et d'un nombre plus élevé de bonnes copies dans le sujet 2.
- ✓ *La médiocrité de la forme* est un leitmotiv encore plus vibrant cette année. La qualité de l'orthographe, de la syntaxe laisse à désirer au point de ne plus être un facteur discriminant car des copies réfléchies motivantes souffrent aussi d'une orthographe décadente et d'une syntaxe approximative. Est-ce le confinement, la raréfaction d'exercices par écrit, un problème générationnel, un accès à des classes préparatoires d'élèves (peu nombreux) qui ne les méritent point, une addiction aux réseaux et leur écriture minimaliste ? Attention à ne pas banaliser ce handicap car les concours n'ont pas diminué leur exigence, des seuils de tolérance ont été mis place mais tout n'est pas permis !
- ✓ Le commentaire de carte a aussi été très décevant cette année malgré la relative limpidité de ce tableau proposé des printemps arabes, et le rappel de la technique des commentaires envoyé l'an passé à tous les enseignants de la filière. Les candidats ne savent pas regarder la carte (trop rares allusions à l'absence du Maroc, trop de commentaires réduits à la pertinence

des couleurs). On a l'impression que la carte est abordée à l'extrême fin du timing de l'épreuve et qu'elle subit un statut.

- ✓ La chronologie a été paradoxalement peu utilisée ! une bonne chose parfois quand on voit les dégâts d'une paraphrase mais cette année toutes les entrées de la chronologie n'ont pas été exploitées.

Au rang des satisfactions, la capacité de certains candidats de mobiliser une bibliographie courte mais adaptée, et des lectures personnelles. L'aptitude de rares candidats à aller braconner sur les terres de l'économie dans le sujet N°2 et de mobiliser ainsi R. Malthus, E. Boserup, D. Acemoglu ou J.A. Robinson. Cette pluridisciplinarité est fort encourageante.

■ UNE SESSION QUI INTERPELLE LE FUTUR

Sans entrer dans le détail des inévitables inflexions de l'épreuve liée aux réformes en cours ? horizon 2023, on peut déjà dire que la réflexion collective devra porter sur :

- ✓ La chronologie et son amplitude (éternelle question de la valorisation des candidats qui font l'effort de mémoriser un cadre chronologique alors que d'autres pillent la chronologie adossée au sujet sans vergogne et sans discernement !
- ✓ Le commentaire de carte qui pourra être repositionné par 3 questions ciblées, mettre en valeur des articulations du commentaire attendues ; ainsi si la carte des printemps arabes avait été accompagnée de la question : une vague ou des vagues de printemps ? Quelles interventions extérieures pour quels résultats ? L'absence du Maroc est-elle justifiée ? Peut-être aurions-nous pu plus facilement classer les commentaires sur une grille de correction.
- ✓ La cohabitation de deux sujets en visant à bien à les distinguer dans le choix de la partie du programme, du moment des 2 années d'étude où ils sont abordés, par l'ampleur des connaissances quantitatives qu'ils nécessitent quitte à introduire des éléments statistiques en complément.
- ✓ La formulation systématique des sujets sous forme interrogative afin que le candidat puisse réfléchir par lui-même, s'extirper de corrigés préfabriqués, et témoigner d'une originalité.
- ✓ Vraisemblablement le maintien du cap particulier que s'est fixé ECRICOME dans cette matière : 2 sujets, 2 énoncés un avec carte et un sans carte, mais n'anticipons pas, que cent débats fleurissent pour un seul but : valoriser notre discipline qui permet aux futurs cadres de comprendre le monde actuel, fut-il déboussolé !

PRINCIPES DE NOTATION

■ SUJET 1

1. **Valoriser ceux qui auront borné le monde arabe ou arabo musulman** en évitant les allusions trop prononcées à l'Iran ou à La Turquie même si on en pouvait faire l'impasse sur ces deux puissances régionales très impliquées dans la fragmentation du monde arabe.

La question identitaire est centrale : est-on Arabe ? Musulman ? Syrien (par exemple) ? Alaouite ? d'abord.

2. **Valoriser les candidats qui auront fait des allers retours importants avec la carte des printemps arabes** et évoqué la deuxième saison depuis 2019 en Algérie, au Soudan, au Liban, en Irak (cf corrigé proposé).
3. **Valoriser ceux qui ne se sont pas limités à l'intégration économique** mais ont mobilisé aussi des connaissances historiques sur le panarabisme, et l'islamisme religieux comme facteur d'unité même si l'échec a été au rendez-vous de l'Histoire et bonifier ceux qui ont **bien distingué une bonne intégration au monde et une mauvaise intégration régionale**.
4. **Valoriser les candidats qui ont su diversifier les exemples** sans exporter des paquets de cours sur la question israélo palestinienne au détriment d'autres conflits (Syrie, Libye par exemple).
5. **On attachera une importance réelle à l'effort de démonstration** si le candidat veut déboucher sur le « malheur arabe » (l'exception arabe), ou sur la renaissance arabe au regard d'un passé riche tant il est vrai qu'au concours celui qui montre est moins bien noté que celui qui démontre avec méthode sans nécessairement débiter un savoir encyclopédique
6. **On n'oubliera pas de valoriser les candidats aptes à proposer 3 ou 4 ouvrages de référence** mais il ne s'agit pas de débiter une bibliographie (JP Filiu, G. Kepel ou O. Roy, ou G. Corm) sont les bienvenus s'ils sont introduits avec pertinence au fil d'une démonstration avec pour souci d'éclairer et non de briller.
7. Idem pour la chronologie : **sanctionner ceux qui ont fait de la paraphrase**, ceux qui ont occulté des dates **mais valoriser ceux qui ont** apporté leur propre contribution (cf San Rémo 1920) dates capitales.
8. **Valoriser ceux qui ont brossé quelques pistes pour proposer une sortie de crise** même si la phrase de R. Kissinger était lourde de signification « *il s'agit du seul conflit au monde dont on connaît la solution mais pas le chemin pour y arriver* » et si le pessimisme est de rigueur.
9. Heureux sont les candidats qui ont fait de la **géoéconomie** : modèles économiques régionaux, économie de la rente et ses conséquences, rôle des FMN zones d'intégration régionale étaient au cœur du sujet.

■ REMARQUES DES CORRECTEURS

Les principaux défauts

- ✓ Le cadrage du sujet : identification au Moyen orient, oubli souvent de l'Afrique du Nord,
- ✓ La réduction du sujet au conflit israélo arabe et israélo palestiniens,
- ✓ L'absence de réflexion sur le panarabisme notamment pour la période actuelle ne serait-ce que pour en souligner les faiblesses devenues structurelles. L'allusion au colonel Nasser a servi souvent de paravent à l'ignorance.

Un regard sur les intégrations régionales peu approfondi en se limitant à un catalogue de sigles mais sans juger des performances et des degrés d'intégration : l'UMA n'est pas le CCG.

L'absence du temps long. Pour la majorité des copies l'Histoire commence au début de la chronologie pourtant les références très rapides à l'empire omeyyade et abbasside étaient appréciées.

L'absence souvent de référence aux printemps arabes comme si la carte suffisait. Est-il besoin de rappeler que les allers retours carte, corps de la dissertation sont appréciés et que la carte ne dispense pas de traiter le thème qu'elle représente.

■ SUJET 2

1. **On attendra bien sûr la définition de la sécurité alimentaire** par rapport à la souveraineté alimentaire l'insécurité alimentaire avec les 3 angles si possible : sécuriser ses approvisionnements, produire pour ne pas dépendre, et redistribuer de façon suffisamment égalitaire pour éviter des proches de sous-alimentation, des carences au cœur d'inégalités accrues. Les définitions de malnutrition, sous-alimentation, réforme agraire, intensification agricole... seront toujours les bienvenus.

Pas seulement la quantité mais la qualité

2. **On valorisera ceux qui auront su dépasser les seuls pays en développement**, piège fréquent pour ce type de sujet, et auront su cerner les problèmes d'ailleurs qui peuvent se poser dans les pays industrialisés ; carences gaspillages pénuries mais excès Prime à ceux qui auront signalé que la Covid 19 a majoré les accès aux banques alimentaires des plus démunis (étudiants, travailleurs intérimaires en quête d'impossible emplois intérimaires).
3. **On louera les candidats qui n'ont pas fait trop de prospectives** un peu fumeuses, trop de rêves pharaoniques (déforestations massives, agricultures aux limites climatiques des plantes) mais qui ont réfléchi à l'agro écologie thème central dans la sécurité alimentaire désormais ou à la réorganisation des circuits de l'aide ou à des révolutions vertes aménagées (la deuxième) à de nouvelles cultures moins exigeantes en eau...
4. **L'oubli du dérèglement climatique sera sanctionné** comme il se doit surtout si les fluctuations de production, les problèmes de l'eau, des maladies parasitaires sont occultés.
5. **Prime aussi aux candidats qui auront su dénoncer toutes les formes d'impérialismes fonciers**, de déséquilibres dans les circuits et dans les batailles entre complexes agroalimentaires La question

de la terre ne saurait être oubliée même s'il y a de plus en plus d'impasses sur la réforme agraire pourtant objectif central des années 60 -70. Le land grabbing actuel devrait être récompensé pour ceux qui vont le citer.

6. **La qualité des exemples est une fois de plus convoquée** pour étalonner les copies ; beaucoup vont se limiter à l'Afrique subsaharienne mais l'Amérique latine et l'Asie faisant parti des programmes (Inde, Chine) on veillera à gratifier les candidats soucieux de l'obésité en Chine ou des problèmes de monoculture du Paraguay « Etat soja de Monsanto ».
7. Sans être un devoir nécessairement bardé de chiffres et de chronologie, **il faudra veiller à valoriser ceux qui auront su mobiliser des données**, le sujet étant posé sans documents. Les précisions sur le nombre de personnes sous alimentées, les déficits alimentaires, les superficies irriguées, des dates clés (FAO ou prix Nobel du PAM) seront les bienvenus de même que les résultats acquis par rapport aux objectifs du millénaire (**OMD**)
8. **Le sens général du sujet doit apparaître** ; après une priorité à la concurrence industrielle, à la compétitivité des systèmes productifs industriels, le problème agricole a resurgi comme une priorité réactualisant la formule de Nehru « *l'agriculture n'attend pas* ». Face à des disettes accrues des risques de famines médiatisées et instrumentalisées, au dérèglement climatique qui perturbe les rythmes de productions et les cours, face aux crises du mode de vie urbain, **l'agriculture n'attend plus ! L'urgence alimentaire appelle une réflexion sur la sécurité alimentaire.**
9. **Pas d'indifférence mais une vigilance constante face aux dérives orthographiques.** Peu d'exigence, par contre, bibliographique car réellement à l'exception des ouvrages de G. Fumey sur la géopolitique de l'alimentation, de S. Abis et P. Blanc géopolitique de l'agriculture (Iris), et S. Brunel « plaidoyer pour nos agriculteurs » peu de références sont au stade de la prépa mobilisables.
10. On pourra également **valoriser ceux qui ont dégagé certains paradoxes** :
 - ✓ des techniques plus performantes mais un risque environnemental accru,
 - ✓ une production a priori suffisante, mais des problèmes de redistribution et une nécessaire lutte contre le gaspillage plus que contre les pénuries,
 - ✓ une libéralisation des politiques agricoles qui fait peser des menaces sur des politiques structurelles agricoles de plus en plus nécessaires dans les PED où l'investissement agricole tarde à être une priorité.
 - ✓ et **nourrir sans affamer** : bonne approche des risques d'une logique purement quantitative

■ REMARQUES DES CORRECTEURS

Les principaux défauts

- ✓ La sollicitation d'espace géographique un peu limitée ; au-delà de l'Afrique et de quelques pays émergents la problématique a semblé oublier les pays développés et leurs problèmes spécifiques de gaspillages et de transition alimentaire. L'incapacité à saisir l'impact international de problèmes locaux : famines, pénuries, choix culturels ont l'air de n'avoir de portée que locales.
- ✓ Un déficit de notions incontournables : notion de chaîne de filière qui unissait agriculture et alimentation modèle alimentaire, les politiques alimentaires, PDS indien, famine zéro au Brésil, Food stamps aux EU, subventions dans les pays producteurs de pétrole,
- ✓ Les politiques délibérées d'approvisionnement extérieur au péril des productions locales peu évoquées,
- ✓ L'absence de prise en compte du développement durable et des questions liées à l'agriculture biologique,
- ✓ L'absence de nuance, face aux nouveaux choix biocarburants ou l'entomophagie ou l'agriculture raisonnée,
- ✓ La tentative de faire de la prospective à tout prix centrée sur des projections douteuses, des chiffres aberrants, des peurs complotistes !

■ SUJET 1

Le monde arabe entre intégration et fragmentations.

Stricto sensu, on désigne par monde arabo-musulman un ensemble plus restreint que le Moyen-Orient qui couvre environ 13 millions de km² de l'Afrique du Nord à l'Irak et du Yémen à la Syrie et dont l'identité serait fondée sur le triptyque langue, ethnie et religion. C'est une façon de clore le débat sur l'Afrique subsaharienne plus musulmane qu'arabe (Somalie ou Afrique orientale) sur l'Asie du sud-est (Pakistan Indonésie...), et la Turquie –Anatolie –, l'Iran, l'Afghanistan délibérément situés hors de cette aire même si ces pays sont impliqués dans l'évolution de l'aire arabo musulmane. Finalement « **c'est là où sont les hydrocarbures et les enjeux de légitimité de l'Islam** » G. Kepel.

De partout, les conflits n'ont cessé de se multiplier et de s'exacerber : peuples contre dictateurs, chiites contre sunnites, Arabie Saoudite contre Iran, Daech contre tous. Des États s'effondrent (Libye), ou meurent d'immobilisme, de corruption et de communautarismes belliqueux (Liban). Les conflits Syrien et Yéménite sont de vraies guerres internationales. Les peuples oscillent entre révolte, résignation et désespoir (Algérie). Combien de tentatives de paix et pourtant une guerre de cent ans israélo-arabes et un arc de crises majeures dans le désordre mondial. Combien d'espoirs placés dans les royalties pétrolières et des élites kleptocrates impuissantes à insuffler le développement nourrissant des inquiétudes sur l'après pétrole-Combien de printemps annoncés, plébiscités par la rue mais aussitôt dénaturés, différés ou anéantis pour arriver à une « *vie en enfer* » G Corm ! Toute idée d'intégration du monde arabe appartient elle au passé, aux utopies, à des constructions géopolitiques décalées par rapport aux réalités ou instrumentalisées temporairement ? Oubliés, les rêves d'unité (utopie panarabique, baassisme, Union du Maghreb Arabe, etc.) ? Amin Maalouf écrivain né au Liban, dresse un amer constat « *Dire que les Arabes sont désabusés est un euphémisme. A l'aube des indépendances, les peuples arabes ont cru pouvoir se développer, avoir des institutions démocratiques des universités de grande qualité mais peu à peu ces rêves ont disparu. Le drame actuel du monde arabe est justement qu'il n'existe plus de rêve* ». Définitivement ?

Problématiques à valoriser

Quelle place peut-il y avoir encore pour des convergences entre pays arabes choisies plus qu'imposées ? Les échecs du passé expliquent-ils les forces centrifuges d'aujourd'hui ?

1. L'histoire récente du monde arabe est jalonnée de fragmentations multiples :

✓ un espace homogène ?

- **Les facteurs de différenciation se sédimentent** : Dans l'ensemble, **les similarités** sont loin d'être une évidence tant en termes d'ordre religieux, linguistique ou ethnique ; elles **ne sont pas positives** et ne représentent pas des traits d'union entre ces pays. Ce sont plutôt des identités en « creux » négatives (inégalités accrues depuis les années 90, gouvernements souvent prédateurs, économies de rente pétrolière, intérêt stratégique, touristique, rétro transferts des travailleurs migrants conflits intergénérationnels, absence de lien social, femmes souvent marginalisées, courses aux armements) et qui ne mènent pas nécessairement à une identité politique et culturelle au sein de la région ! Un espace marqué par l'aridité et le nomadisme et des différenciations par la présence et la maîtrise de l'eau.
- **Etats de taille différente**. (Algérie, Arabie Saoudite plus de 2M de km², Liban, Qatar moins de 12000km²). **Potentiels pétroliers différents** (extraversion pour les uns (Emirats), intégration au développement national pour les autres (Algérie), dépendances pour certains (Maroc) avec des populations différentes (de là la notion de high absorbers et low absorbers de pétrodollars qui oppose Algérie et Emirats par exemple). **Différenciations linguistiques** (arabe occidental ou maghrébin avec des variantes selon les pays du Maghreb et arabe oriental divisé lui-même en 4 familles géographiques sans compter les langues berbères vivaces et les vestiges de langues antérieures aux conquêtes –copte syriaque). **Différenciations religieuses** (clivages majeurs au sein de l'islam entre sunnisme/chiisme, ibadisme issu de la 3^{ème} branche de l'islam le kharidjisme) très minoritaire mais dominant à Oman, chrétiens d'orient eux-mêmes très fragmentés dont les coptes égyptiens les maronites libanais), **différenciations historiques** (l'Irak porte les traces de son histoire bédouine et de ses divisions religieuses, l'Arabie saoudite a forgé son unité dans le wahhabisme) et géographique (l'espace syro-libanais reste marqué par des fractures historiques, économiques et sociales, le *bilad al-cham* recoupe le Proche-Orient mais pas le Moyen-Orient) interdisent tout dénominateur commun. La communauté culturelle fondée autour de l'islam permet-elle de parler d'une « civilisation musulmane » ? Si on peut déceler « une certaine unité, déterminée par l'importance du fait urbain, par le rôle de la langue arabe » ou encore par « la mobilité des hommes, des produits, des biens et des idées » **c'est la diversité qui prédomine** pour P Buresi. « *On ne peut distinguer un simple processus d'uniformisation des espaces tant le pouvoir en terre d'Islam s'adapte aux différents territoires sur lesquels il s'exerce* ».
- Tant et si bien qu'« *en dépit des apparences, il n'est rien de plus malaisé à écrire que l'Histoire des Arabes, dans la mesure où ce terme, aujourd'hui d'usage courant pour désigner un vaste ensemble de populations arabophones, a recouvert dans le passé une réalité changeante et difficile à cerner* » (D. Sourdel, *Histoire des Arabes*, 2007). Si les difficultés économiques et les questions sociales semblent promettre à des destinées communes, les rivalités nationales, les interventions extérieures les affrontements religieux

aggravent des clivages au point de faire des pays arabes **un carrefour des extrêmes et un espace polémique** où on recourt à toute forme de violence, et de conflits.

✓ **Une unité religieuse bousculée par des schismes religieux douloureux :**

- **de « l'oumma » à la grande discorde** : sunnisme /chiisme : des ruptures sur tous les fronts : pèlerinage de la Mecque (Iran Arabie saoudite), coalition anti Daech (Iran et Russie face à Arabie saoudite Emirats et alliés occidentaux), gestion du problème yéménite (Iran Arabie Saoudite), gestion de la libération de l'Irak, gestion de l'après Bachar -el -Assad. L'expression de « croissant chi'ite » utilisée par le roi Abdallah en décembre 2004 après la prise de pouvoir de partis pro iraniens en Irak après l'intervention américaine pour désigner axe qui va de l'Iran au Liban, de l'Irak à la Syrie expression qui a joué un rôle de prophétie autoréalisatrice quand on voit la coalition anti Daech. Daech incarne la lutte radicale contre les chiites souvent qualifiés de safavides ¹
- les fractures voire les fractales religieuses : les victimes collatérales : chrétiens d'orient, Yézidis, coptes, réfugiés diasporas...Yémen lutte entre wahhabisme et houthis issus du rameau chi'ite du zaydisme ;
- S'ouvre le *temps de la discorde* (**Laurence Louër : Sunnites et chiites : histoire politique d'une discorde 2017**) envenimée par l'Arabie saoudite et l'Iran. Les rapports conflictuels de ces 2 Etats ont conduit à un processus graduel de « chiitisation » politiquement la nébuleuse chiite englobe non seulement les chiites duodécimains en Irak mais aussi les chiites hétérodoxes (Zaydistes du Yémen, Alaouites de Syrie).
- **Sans compter l'islamisme radical qui se réclame d'un islam fondamentaliste** : face au rêve de grand califat de Daech, Al qaida la véritable multinationale de la violence possède une identité, une marque et des filiales (AQMI, Aqpa, Al nostra, AQSi) une ligne de conduite, (épargner les musulmans mêmes jugés impies en concentrant la lutte contre les *koufars* (les mécréants) qui s'adapte aux situations locales. Elle n'a pas de rigidité étatique et peut profiter du chaos post Daech. Abu Moussab Al souri ,dans son appel à la résistance islamique mondiale² (2005), théoricien ou Abdelmalek Droukdel ex chef d'Aqmi sont dans la logique d'une reprise en mains de l'islamisme radical par Al Qaida .Moussab AL souri syrien d'Alep, théoricien du djihadisme est pour Kepel le père d'une 3^{ème} voie, après le djihad contre les pouvoirs musulmans locaux dans les années 1980 et 1990, puis celui mené contre l'Occident par Al-Qaida, sur le modèle du 11 septembre 2001.il définit le Djihad de proximité qui doit s'appuyer sur les éléments radicalisés des minorités musulmanes des pays occidentaux

¹ Allusion à la dynastie qui a dominé l'Iran au début du 16^{ème} jusqu'au milieu du 18^{ème} et qui a diffusé le chi'isme en Iran cad l'hérésie par excellence

² Il y préconise un djihadisme réticulaire du bas vers le haut qui ne vise plus l'Amérique d'abord mais l'Europe ventre mou de l'Occident, avec comme acteurs de jeunes européens musulmans en rupture avec l'Occident

Rapidement les conflits religieux deviennent des conflits de puissance (Arabie Saoudite/Iran).

✓ **L'utopie balayée de l'unité arabe : le panarabisme congédié.**

Les manifestations fragiles et souvent éphémères du panarabisme depuis 1945 : dans un monde aux frontières dessinées par l'extérieur.

- UMA : union du Maghreb arabe créé en 1989 la coalescence par le commerce... impossible pour cause de conflit au Sahara occidental malgré la tentative de relance de l'Algérie en 2018
- RAU : République Arabe unie le volontarisme politique, **État créé en 1958 par l'union de l'Égypte et de la Syrie** puis, pendant une courte période, **du Yémen**. L'union disparaît en 1961 mais l'Égypte continue à être appelée sous ce nom officiel jusqu'en 1971. Cette tentative d'union relève du panarabisme nassérien.
- Le califat : l'aventure tragique d'un retour au passé autoproclamé avec la chute en 2019 de Baghouz dernier pion de l'Etat islamique au niveau territorial dans l'arc Syrie Irak.
- La Ligue arabe : l'impossible unité depuis 1945 Une crise face aux accords de paix Egypte Israël, une fracture face à l'extérieur avec le refus de la mise en arrêt de Omar el Bechir dirigeant soudanais condamné par la CPI (cour pénale internationale) en 2009, des conflits intestins sur la guerre en Syrie, des spasmes face à la condamnation du groupe Ansar Allah en direction de la Mecque et de Djeddah en mai 2019...
- La ligue islamique mondiale fondée en 1962 à la Mecque : le contrepoint panislamiste au panarabisme laïque de la ligue arabe. Elle ne finance que la promotion de l'islam salafiste par le biais de la formation des imams de la construction des mosquées.

Les multiples impasses du nationalisme arabe. Celui-ci a été l'alternative à l'Empire ottoman en lieu et place des patriotismes locaux. Ce Nationalisme n'était pas islamique mais arabe (y compris les chrétiens arabes³ Il est d'ailleurs issu de la Nahda, mouvement intellectuel du XIXème siècle, à l'origine de l'arabe standard moderne, un instrument d'unification culturelle). Il s'est voulu supranational (supra étatique) en refusant les frontières de la colonisation et dès les années 50 les mouvements de libération au Yémen à Oman Qatar le Maroc se sont réclamés de lui. L'échec du panarabisme fut-il laïque et modernisateur, est patent car

- Ces mouvements ont pris le pouvoir (FLN en Algérie, Nasser en Egypte, partis Baath en Irak et Syrie) en s'enfermant dans le cadre des frontières fixées par la colonisation. La devise socialisme et liberté devise du Baath devient dictature et répression lorsque Saddam Hussein et Hafez el Asad installent des régimes policiers rivaux qui vont enterrer le panarabisme.

³ Arabe la mention apparaît pour la première fois en 853 avant JC dans une chronique assyrienne pour désigner des nomades installés au Nord-est de la péninsule. Pr le je des migrations notamment vers le Nord et l'Ouest le terme désigne les populations parlant une langue arabe sémitique soit aujourd'hui 320% de personnes ce qui représente 20% des musulmans

- Le nationalisme arabe a servi de couverture à une captation du pouvoir par des minorités comme la minorité alaouite crypto chiite dont fait partie famille EL Assad au détriment des Arabes sunnites (coups d'Etat de 1963-1968 -1970) ou en Irak où le parti Baas a installé les sunnites minoritaires démographiquement représentés par Saddam Hussein et son clan
- Par les divisions sunnites chiites qui après la révolution iranienne ont pris le dessus les chiites minoritaires préfèrent s'identifier à de grandes causes (communisme, nationalisme arabe ou islamisme). L'Iran a voulu devenir la puissance hégémonique du Moyen orient. La guerre Iran Irak confirme la fracture. Le conflit devient religieux les Frères Musulmans arabes les monarchies du Golfe l'OLP d'Arafat soutiennent l'Irak vu comme le rempart du monde arabe sunnite face aux persans chiites.
- Le nationalisme arabe a parfois (souvent !) recherché dans le modèle du socialisme autoritaire un compromis entre modernisation et développement sans avoir recours aux occidentaux. L'URSS fut un partenaire qui offrait des garanties pour échapper à la coupe des colonisateurs Mais rapidement le socialisme étatique et le système du parti unique vont déboucher sur des régimes autoritaires, des marasmes économiques, des impasses sur toute transition démocratique, et une pseudo intégration régionale. Le nassérisme au départ fondé sur le dirigisme économique, l'autoritarisme politique et le panarabisme parut au début avant-gardiste et moderniste... mais à l'arrivée, le bilan fut mitigé sur le plan intérieur et l'échec patent sur le plan géopolitique (guerre des Six jours). L'absence de légitimité des dirigeants du monde arabe a inévitablement marginalisé ces Etats et pour Amin Maalouf « *les arabes ont le sentiment que tout ce qui constitue leur identité est détesté méprisé par le reste du monde et c'est encore plus grave quelque chose en eux leur dit que leur hostilité n'est pas complètement injustifiée* » Une double haine de l'Autre et de soi-même » qui a pu conduire à des radicalités extrêmes.
- G. Corm attribue aussi son échec à « *l'apparition du pétrole dans la péninsule arabique qui a mis au pouvoir sur les décombres du nationalisme arabe la monarchie saoudienne sous parapluie américain* (accord du Quincy véritable pacte d'acier renouvelé avec Trump. L'Arabie Saoudite a développé une sorte de panislamisme sur la mode radical wahhabite⁴ et essayé de prendre le dessus sur le nationalisme arabe en essayant d'influencer tous les Etats arabes (aides financières mosquées bibliothèques islamiques)
- L'économie arabe a subi la *double morsure du capitalisme pétrolier et d'Israel* (E. Teilhac 1960)

Plus généralement la conscience culturelle collective que pouvait représenter l'arabité a été balayée par la **création d'intérêts spécifiques dans les Etats arabes au début du XXème**, intérêts des élites gouvernantes qui ont cristallisé des idéologies nationalistes particularistes... bien que se réclamant de **l'arabité**.

⁴ Référence au mouvement fondé au XVIIIème de Ibn Abd al Wahhad pour un islam rigoriste sunnite puritain doctrine officielle de l'Arabie-Saoudite

Désormais la décomposition du Moyen orient débouche sur des nationalismes périphériques pour A. Dieckhoff -spécialiste des nationalismes européens- cad des nationalismes qui tentent d'édifier un espace politique autonome voire indépendant. En Syrie en Irak les Kurdes qui font ressurgir des exigences bafouées au lendemain de la première guerre mondiale. En sept 2017, sous la houlette du président de la région autonome du Kurdistan d'Irak ils sont allés jusqu'à organiser un référendum d'indépendance dénoncé par Bagdad avec un plébiscite (93% des voix pour le oui) Au Yémen l'unité est contestée par le mouvement sudiste qui a trouvé une nouvelle vigueur. En Libye cet éclatement est plus limité même s'il y a des séparatistes (Cyrénaïque Est) et si Amazighs et Touaregs expriment de fortes demandes de reconnaissance culturelle. Dans les 4 Etats en cours de désagrégation Daech a occupé le vide au mieux de ses intérêts ou de AL Qaida.

Dans les pays arabes de plus on peut distinguer **des nationalismes non arabes** (Kurdes, Sahraouis, Berbères) **et des nationalismes plus régionaux** (Tripolitaine vs Cyrénaïque).

Les « guerres froides arabes » ont définitivement balayé le rêve unitaire. Les luttes intestines ont empêché tout rapprochement à l'instar des tensions entre l'Algérie et le Maroc pendant la Guerre des sables en 1963, et à propos du soutien de l'Algérie au Front Polisario. Les guerres de substitution empêchent les conflits frontaux comme entre l'Egypte et l'Arabie Saoudite au Yémen Nord dans les années 60. Ces tensions ont bloqué le processus de coopération régionale : l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en est la preuve.

2. Des opportunités d'unité et d'intégration n'ont pas été saisies, l'unité arabe : une quête ?

Intégration : rassemblement d'éléments dans **une unité nouvelle**, construite et pas initiale.

Exemple : ligue arabe

Intégration technique et financière qui permet de rassembler les activités de différentes entreprises dans une même entreprise (verticale ou horizontale cad tout ou partie) ex CCG.

Intégration géographique : relations entre les lieux oléoducs ?

✓ **Le pétrole : la malédiction de la division**

On aurait pu penser que le pétrole bien géré aurait créé un développement commun, des initiatives partagées sous l'égide de l'Opep 5 à 14 membres au maximum, douloureusement d'accord sur les quotas ou les positions vis à vis de la Russie et surtout l'OPAEP (1968) plus ciblée sur la péninsule arabique et ses intérêts propres. Les contraintes d'extraversion (oléoduc transarabique et ses relais) pouvaient créer une unité et le rôle des compagnies étrangères à partir des années 70 une solidarité (nationalisations en cascade depuis la nationalisation de l'Irak petroleum company) Mais il n'en a rien été au regard des évolutions :

- du pactole à l'instrument des divisions la « malédiction du pétrole » et les conséquences calamiteuses de l'économie de rente » G Corm.

- du développement aux mal développements : la réussite spectaculaire et post moderne des émirats est trop particulière et dépendante des hydrocarbures provisoirement pour faire école .
- du CCG (1981-6 Etats du golfe, Arabie Saoudite, Koweït, Oman, Bahreïn, EAU, Qatar) pour développer une alliance géopolitique et une union économique avec en 2003 réduction à 5% des barrières douanières) jusqu'à l'ostracisation du Qatar en 2017 et à l'agonie de ce marché commun sous emprise saoudienne .C'est par le pétrole que la pétromonarchie saoudienne s'est affirmée dans une région qui représente 47,3% des réserves mondiales de pétrole et assure 32,4% de sa production . 30% du pétrole mondial transite par le détroit d'Ormuz 2400 pétroliers et l'AS dispose d'une flexibilité de la production , de la confiscation de la rente par les membres de la « *malikah* » la famille possédante depuis 1932 les Saoud - 8000 princes mis au pas par Salman, le siège du CCG est à Riyad elle représente la moitié du Pib des 6 70% de la population la tutelle sur Bahreïn (printemps écrasé) la protection des lieux saints Avec son rôle dans la colonisation anti Daech elle s'arroge le leadership contesté par l'Iran de la lutte contre le terrorisme ..qu'elle a à une époque financé sous les auspices du Conseil suprême pour les affaires islamiques dès la « première guerre de civilisation » pour Huntington l'Afghanistan en 1979 et la Bosnie (Emirats islamiques au Nord-Ouest de la Bosnie .
- la nouvelle guerre froide Iran Arabie Saoudite après guerres Iran Irak pour Bassorah et l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990.

Enfin le pétrole est une **composante du clientélisme**, une redistribution de la manne qui facilite a priori la paix sociale (fonctionnarisation, pain, et embryon d'Etat providence) et chaque clientèle tente de conserver sa part de rente en bloquant toute réforme. Le clientélisme loin d'unifier fracture le corps social exclue surtout les jeunes sans qualification et les immigrés ou les bédouins en période de crise, au Koweït et à Bahreïn. La paix sociale est passée par d'imposantes dépenses de sécurité qui permettent de réprimer toute contestation.

Le tourisme secteur incontournable de l'après pétrole pourrait être fédérateur mais le tourisme culturel des Emirats, le tourisme médical de Dubaï (vaccinations et loisirs) a peu à voir avec le tourisme de masse tunisien ou, égyptien sous haute surveillance face au terrorisme ou le tourisme intérieur saoudien de la région de Al-Ula, ou tourisme parallèle au défaut de pétrole : à défaut de pétrole développement du tourisme compris au Maroc (congrès) voire en Jordanie. Marges d'avenir Algérie Albanie qui conjugue sites littoraux un passé archéologique.

L'illusion d'un pétrole fédérateur ne résiste pas au quotidien de l'OPAEP depuis 1968, (guerre des prix souvent à l'initiative de l'Arabie Saoudite) des comportements vis-à-vis de la gestion de la rente (armements). Qui pourrait encore croire aux vertus pacificatrices du pétrole qui comme le rappelle Frank Têtart « *coule en Arabie Saoudite dans la région chiite du Hasa sise en face de l'Iran tandis q 'il coule dans ce pays dans le Khouzistan essentiellement arabe sunnite* » ! La compétition pour les ressources est toujours un grand facteur belligère sur terre comme sur mer (cf les conflits sur le gaz en méditerranée).

✓ **L'illusion d'être maître de son destin : la soumission**

La guerre froide installe déjà un écartèlement polarisation du monde arabe entre prosoviétique et proaméricain, avec des allers parfois avec ou sans retours : l'échec du non-alignement égyptien a ici valeur d'exemple.

- **Les ingérences extérieures sont autant de sources de divisions** : car la nouvelle question d'orient⁵ est de fait une question d'occident (G Corm) le rêve néoconservateur, la carte de Peters d'un Moyen Orient recomposé, le GMO -grand moyen orient- qui prend des latitudes avec le monde arabo musulman en intégrant Iran/Israël et Turquie le state and democracy building chaotique et le pétrole contrôlé (cf secrétaire d'Etat américain à la défense Chuck Hugel « *nous ne sommes pas là pour des figues...* »). L'historiographie désormais réécrit cette relation spéciale EU/Arabie Saoudite qui voudrait que les Etats-Unis n'aient pas été une puissance coloniale comme les autres en Arabie Saoudite qu'ils, aient traité avec les Saoudiens sur un pied d'égalité, sous couvert d'un non-impérialisme qu'ils clament haut et fort depuis Wilson, les Américains vont faire en réalité du pays un territoire impérial géré et administré par l'Arabian American Oil Company Aramco nom que prend la Casco en 1944⁶.
- **Les échecs des ingérences sont vecteurs de chaos** : Libye, Irak (depuis 2003), responsabilités américaines et des néoconservateurs, le tout dans le cadre d'une instrumentalisation des religions et de l'islam : ce sont 2 allés traditionnels des EU Pakistan et Arabie Saoudite qui ont fourni les principaux contingents de combattants djihadistes. Les Etats-Unis eux-mêmes pendant la guerre froide ont eu recours au religieux pour affaiblir l'anticolonialisme en Algérie ou Indonésie, comme à « l'instrumentalisation du judaïsme pour justifier la création de l'Etat d'Israël » pour G. Corm.
- **Les modèles de développement sont plaqués** : mirages plus que miracles et la dépendance est dans l'Adn de la région cf enjeux alimentaires avec la progression de la démographie et de l'urbanisation et l'évolution des régimes alimentaires.
- Lorsque l'UPM, l'union pour la méditerranée est créée en 2008, elle ne survit pas à ses contradictions. Conclue avec des dictateurs évincés, souvent considérée comme doublon de Euromed, suspectée d'être un levier de l'influence française plus qu'européenne, rapidement elle doit se résoudre à l'évidence : elle pourra être une structure de gouvernance demain, peu capable d'induire dans les 15 pays non européens riverains et a fortiori les pays arabes une véritable unité.

⁵ Expression utilisée à partir du XVIIIème siècle signalant l'intérêt des puissances européennes (GB France et Russie surtout) aux régions balkaniques et de la Méditerranée orientale dans leur rivalité avec l'Empire Ottoman

⁶ Symboliquement l'Aramco est une société privée détenue par la Standard Oil of California qui l'a créée la Texaco qui l'a renflouée avant même de trouver du pétrole la S O New jersey future Exxon et Socony (future Mobil) majors La compagnie passe par le système des concessions acte colonial par excellence où une entité étrangère se voit confier un territoire en échange de reverser des royalties modérées. =ce n'est qu'en 1980 que l'Etat saoudien en devient l'unique propriétaire Saudi Aramco

- **La région est un tombeau du droit international** et tout s'y passe comme s'il n'existait pas, surtout les règles relatives au droit d'employer la force armée (jus ad bellum) et à la violence armée utilisée (jus in bello).
 - L'intervention franco-anglaise à Suez en 1956 relevait-elle, du fait accompli. Les Guerres israélo arabes tournent le dos aux cadres fixés par la Charte de l'ONU. Des guerres préventives ou préemptives (Guerre des 6 jours de 1967 ou intervention en Irak de 2003) ignorent tout formalisme. Des guerres d'agression comme la guerre Irak Iran de 1980 ou les guerres de l'Etat islamique échappent à toutes les conventions sur l'encadrement des conflits tant par leur brutalité que leur ignorance totale du droit international.
 - **Les mouvements de balancier des grandes puissances sont des marqueurs de l'impuissance des Etats de la région** : quand les Etats-Unis s'effacent, la Russie revient même si Moscou n'est pas capable d'imposer une pax russia aussi étendue et protéiforme que celle mise en place par Washington il y a 25 ans, qui peut désormais jouer le rôle de médiateur impartial (*honest broker*).
- ✓ **L'ennemi commun... ? un diviseur : la paix impossible, les guerres probables**
- Dès 1920 **l'ennemi commun était le Turc ottoman** mais pour autant il n'y a pas de réalisation d'un grand Etat arabe au terme d'un grand marchandage, de promesses non tenues (McMahon et sa volonté d'une Grande Arabie Unifiée... écartant la Palestine), d'arrangements secrets (Picot Sykes) de rivalités intestines au niveau des Anglais eux-mêmes entre le bureau arabe du Caire favorable au nationalisme arabe et le bureau indien Indian office hostile au panislamisme... en tout état de cause après la signature de l'armistice de Moudros (1918) scellant la défaite des Ottomans la promesse d'un grand royaume arabe vole en éclat.
 - **Israël a un itinéraire à hauts risques** depuis... les approches jordaniennes et égyptiennes face au refus, la paix impossible de camp David à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'Etat d'Israël par D. Trump et le Guatemala. Lorsque l'Iran décide en avril 2021 d'enrichir l'uranium à 60 %, une réponse au « terrorisme nucléaire » d'Israël, l'instabilité de la région s'accroît.
 - **Les croisades américaines ont un impact déstabilisant** (2003). Les oppositions face à l'unilatéralisme américain dès l'intervention contre Saddam Hussein. Désormais minimalisme américain avec D. Trump qui se contente de réaffirmer l'alliance américano saoudienne, le lien organique avec Israël (décision sur Jérusalem de 2017 reconnue comme capitale d'Israël) et dénoncer le rôle perturbateur de l'Iran mais pas de réelle proposition de sortie de crise ni des EU ni de l'Europe. C'est à peine si Israël a pu partiellement sortir de son isolement avec des accords de paix séparés avec l'Egypte en 1978 16 ans plus tard avec la Jordanie et bénéficié par effet de bande de la tension accrue entre le royaume saoudien et l'Iran. Mohammed Ben Salmane s'est montré moins frontalement opposé à Israël, un accord est même envisagé sous réserve de constituer un Etat palestinien dans ses frontières de 1967... Vaste enjeu ! « *Israel ne sera en sécurité que lorsqu'elle sera entourée de tribus arabes* » (A. Sharon)

- **L'intervention en Syrie est aussi facteur de divisions** : 10 ans de guerre de reconquête du pouvoir contre les civils, l'utilisation de tous les gradients de la guerre jusqu'aux armes chimiques) ont fait de cet Etat un laboratoire de toutes les contradictions du Proche orient. Une opposition civile et des rebelles anti Bachar ont été rapidement submergé par un djihadisme radicalisé prétexte à l'action militaire de Bachar el Assad et à des soutiens de la Russie et de l'Iran. La Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite ont appuyé les oppositions et ce d'autant plus au service de leurs propres intérêts que les occidentaux ont hésité, Union Européenne et Etats-Unis ne trouvant pas de tempo commun pour la riposte. B. Obama en renonçant à intervenir alors que les armes chimiques étaient déployées et en acceptant le désarmement chimique sans sanction, a laissé le champ libre à un maintien de Bachar Al Assad légitimé par la reconquête progressive du territoire. L'allié russe acculera à la défaite, les foyers de résistance. La Russie comme la Turquie, s'invitent comme puissances régionales à des degrés divers et sans autre espoir que servir le plus souvent leurs propres intérêts (retour dans le « grand jeu » et nouveau statut diplomatique).

Le processus de fragmentation est inhérent à la diversité ethnico confessionnelle mais il faut reconnaître que des puissance régionales ou internationales possèdent un intérêt à diviser la Syrie comme le l'Irak et le Liban⁷ (Cf Etats-Unis dans la partition de l'Irak refusée par la Turquie pour cause de problème kurde) la coalition internationale mobilisée montre que chaque membre poursuit ses propres buts.

- L'Iran est un acteur direct via la division Al Qods des gardiens de la révolution, ou par l'intermédiaire du Hezbollah pour soutenir le régime de Bachar al Assad.
- La Russie veut sauver la mise au régime syrien, qui pourra dire si prévaut dans l'intervention russe la volonté de protéger les chrétiens d'Orient (7 à 9% de la population syrienne) le souhait de préserver des intérêts stratégico économiques (ventes d'armes, bases Tartous, Lattaquié et contrer le Qatar dans son projet de gazoduc syrien) la crainte d'un changement brutal de régime créant un vide périlleux, comme après les révolutions de couleur de l'étranger proche russe, la volonté de ne pas, une nouvelle fois, être berné par l'Occident comme en Libye où l'abstention russe avait ouvert la voie à l'intervention franco-anglaise et retrouver un statut international.
- Les Français veulent préparer une transition en allant plus loin que la simple neutralisation des armes chimiques.
- Le camp sunnite est hostile à l'Iran mais est divisé (cf Qatar isolé). Quant à l'intervention de l'Arabie Saoudite au Yémen, elle vise les houthis, zaydistes qui tiennent la capitale Sanaa depuis Sept 2014. Le soutien au gouvernement légal n'est qu'une confrontation avec l'Iran !

⁷ Liban Etat qui stupéfait par sa résilience avec un maelstrom politique , la crise migratoire (1sur 4 réfugiés au Liban)l'absence de budget voté au Parlement depuis 2005 une dette de 144% du PIB un conflit ouvert avec israel 'Ersal Chebaa depuis 2014 et des incursions de l'EI et des conflits sunnites (Courant du futur de Saad Hariri et le Hezbollah)une vacance de 29 mois de la présidence avec Michel AOUN OCT 2016 et l'autoreconduction du parlement jusqu 'en 2018 (réforme électorale à al proportionnelle)

On peut se demander in fine, si le ciment le plus fort chez les Arabes sunnites, n'est pas la peur, la détestation du régime iranien, comme en 2019 pendant les deuxièmes printemps arabes, le sentiment anti-américain, anti-israélien avaient pu être fédérateur. Quoi de plus fragile et autodestructeur que la peur et la haine ?

3. Un chaos programmé ?

✓ Les espoirs déçus les printemps arabes : une deuxième saison... en enfer ? (cf carte)

- **Des printemps⁸ à la normalisation** : Egypte post Moubarak, Algérie de Bouteflika, le trou noir libyen, l'exception fragile tunisienne.
- De l'onde choc des printemps arabes au drame syrien et aux mutations à la marge des monarchies pétrolières (réformes cosmétiques) et de l'Iran (la déception Rohani).
- La permanence du terrorisme dont le terreau est la jeunesse désabusée ? La misère rigidifiée.
- Des signes précurseurs n'échappent pas aux observateurs des convulsions des sociétés arabes sous tension : grèves et manifestations des mineurs de Gafsa, comme les sit in de 2006 face à Moubarak.
- L'importance du climat ? Pour J. M. Valantin ces printemps arabes ont été précédés de hausses importantes du prix des céréales liées aux sécheresses et inondations cumulées en 2006, 2008 et 2011. Le prix du pain aliment de base dans le monde arabe est devenu un détonateur.
- Les manifestations ont pris de l'ampleur à partir de 2010 et l'exigence de justice sociale pouvait fédérer les contestataires (« Du pain, de la liberté, de la dignité » sur la place Tahrir). La question démocratique était même minorée au profit de la question de la dignité face à un arbitraire de plus en plus répressif. Le symbole fut, la revendication la plus centrale qui fut en effet la dignité (*karama*) : c'est un référent symbolique qui synthétise toutes les frustrations vécues ou ressenties. T. Bouazizi (Tunisie), marchand ambulant s'immolant par le feu à 27 ans, pour crier un avenir sans lendemain pour la jeunesse tunisienne, est l'icône de ces frustrations collectives et des humiliations quotidiennes. Révolutions démographiques plus que démocratiques, où « *Allah ne joue pas de rôle* » pour E. Todd ; Pour le sponsor qatarien, les révolutions arabes ne sont pas tant un grand élan vers la liberté que le réveil de l'islam sunnite arabe face aux ambitions iraniennes et chiïtes et au retour du néo-ottomanisme turc. Ce prisme antichiïte, illustré par la répression sans état d'âme du soulèvement bahreïni, est la plus grande menace qui pèse sur les révolutions arabes. Bien imprudent celui qui y verra une unité globale : les rythmes sont différents, les dictatures tombent certes mais avec des lendemains différents, et certains régimes en redistribuant une partie de la manne pétrolière obtiennent des sursis comme en Algérie, ou une pérennité (Arabie Saoudite).

⁸ Référence au printemps des peuples de 1848 contestations embrasant des pays arabes depuis déc 2010 Tunisie)

- Le seul fait qu'il y ait une seconde vague de soulèvements à partir de 2019 (le « hirak » en Algérie Soudan Liban Irak) suffit à montrer les limites des premiers printemps (cf Carte) et le bilan actuel est un enlisement dans la crise, du monde arabe l'exception démocratique tunisienne est bousculée par la crise économique et la poussée du terrorisme. L'Algérie avec Abdelmadjid Tebboune ex fidèle de Bouteflika attend d'authentiques réformes, la Tunisie en Juillet 2021 cède à la tentation de l'Homme providentiel autoritaire Kais Saïed la Libye incarne plutôt le passage de l'espoir au chaos, l'Egypte le retour à la case départ car le maréchal Sissi n'incarne pas les rêves de liberté d'une génération mobilisée sur la place Tahrir, le Soudan est dans l'attente d'élections différées pour 3 ans, le Liban ne se suffit pas d'un nouveau premier ministre Hassan Diab et des ultimatums de réformes exigées de la France, l'Irak amorce une réconciliation nationale délicate et tous les visionnaires d'un Grand Moyen Orient de « *state and democracy building* » (théorie conservatrice américaine défendue depuis G. Bush) en sont pour leur frais. Il existe une sorte de fatalité de la région à l'échec démocratique P. Vermereen dans la Maghreb démocratique, refuse de croire à l'impasse, il fait un « pari mélancolique » sur l'avancée des pratiques démocratiques au Maroc, en Algérie et en Tunisie. La démocratie n'est pas incompatible avec des civilisations dominées par le religieux si on ne prescrit pas une conception occidentale de la démocratie au Maghreb.

Quelques espoirs cependant :

- la re convocation du passé de « l'âge d'or arabo musulman » : l'école du Caire a été jusqu'au milieu du XXème siècle une des meilleures du monde Une génération dans les années 60 a porté des espaces de créativité exceptionnels : Zaha Hadid première femme lauréate du prix d'architecture Pritzker et Steve Jobs fils d'un immigré syrien de Homs et acteur d'une des success stories les plus emblématique de la fin du XXème ou Oum Khalthoum décédée 5 ans après la disparition de Nasser (1970) et qui icône a été la seule à réaliser à sa manière l'unité du monde arabe.
- le « panarabisme social » décrit par Charles Thépaut dans le monde arabe en morceaux (2020) qui définit des arabités numériques qui ont joué un certain rôle surestimé parfois dans les révolutions de 2011 mais qui se renforcent .Les réseaux sociaux se structurent donnent une place plus importante aux femmes et au débat sur leur condition et leur rôle essentiel dans l'exercice de ce que l'on peut appeler la « démocratie par le bas », c'est-à-dire la gestion de la vie collective .Le slogan entendu au Liban « AL-Thawra Ounsa » « la révolution est un nom féminin » résonne dans plusieurs pays arabes.
- La Tunisie est l'image même du possible. Après l'échec des soulèvements, un certain nombre de jeunes se tournent vers d'autres activités « sous les radars » du pouvoir en particulier les nouvelles technologies ou la création artistique (le développement du street art en Tunisie depuis 2011« calligraphiti », mais aussi en Egypte, dans les pays du Golfe tournés vers l'avenir).

Plus généralement tous les mouvements (cf carte) d'opposition aux pouvoirs en place ont pour B Badie le Moyen Orient et le monde 2021) des « fonctions d'éducation et de socialisation politique au sein de

société rompues au silence et à l'oppression » Ils disposent d'un extraordinaire pouvoir de veto et de blocage délégitimant les élections comme en Algérie paralysant les gouvernements jusqu'à les faire chuter comme en Irak ou au Liban , et ils s'affirment comme les adversaires les plus zélés des forces occupantes (Iran ,Etats Unis...)Rendez-vous est pris avec l'avenir !

✓ **La paix impossible ? La guerre si probable :**

Ce n'est pas faute pourtant d'avoir expérimenté dans le monde arabe des types d'intervention des institutions porteuses du droit international : les casques bleus dès Suez et encore présent par la Finul au Liban avec peu de rôle il est vrai. En Syrie, le gouvernement de Bachar-el-Assad a été pressé de signer un accord sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) mais avec une totale impunité alors qu'il y avait expressément réutilisation de ce type d'armes.

Des feuilles de route jamais finalisées comme celle de la création d'un Etat Palestinien, déchirée de nombreuses fois : des accords de paix jamais parachevés : accord de 1993 entre Israël et l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) abandonné après l'assassinat de Ytzhak Rabin Statu quo menacé de plus de 50 ans depuis la guerre des six jours du 8 au 10 Juin 1967). Une façon de vérifier sur le terrain la formule cynique de l'ancien secrétaire d'Etat H Kissinger « *il s'agit du seul conflit au monde dont on connaît la solution mais pas le chemin pour y arriver* » la création d'un Etat palestinien viable sur les frontières de 1967 avec Jérusalem comme capitale est entravée par la colonisation israélienne, les 38 0000 colons installés en Cisjordanie et les initiatives unilatérales de chaque camp. Quelques initiatives de terrain allant jusqu'à envisager de déconnecter l'Etat nation du territoire et à imaginer (l'historien américain M. Lévine) un projet où les 2 Etats coexisteraient en parallèle (One Lan two states Israel and Palestin as parallel States 2014) peuvent-ils faire bouger les lignes ? On reste circonspect.

Les accords au cœur de la guerre civile libyenne .sont souvent sans lendemains , et en Syrie on parlera des **désaccords de paix** surtout avec le refus de B Obama d'intervenir militairement après l'usage du gaz sarin, l'expansion des groupes djihadistes qui ont subverti la ligne modérée de la rébellion, les frilosités de la coalition (80 pays pourtant) appuyée au sol par le parti de l'union kurde (PYD) ennemi juré de Daech... et des Turcs qui rejoignent l'alliance russo-iranienne dans le cadre de pourparlers à Astana inaptes à mettre sur pied une solution politique à la crise syrienne après la chute de Alep.

Des rapprochements plus de circonstances qu'aptes à bâtir une paix durable (J.P. Filiu)

Le désengagement américain dans la région s'il est vraiment en cours ne peut-il déboucher sur des recompositions ? Mais le rapprochement stratégique entre Israël et les Emirats (accord Abraham) scelle de fait une alliance contre la double menace de l'Iran et des frères musulmans. L'Iran est désormais capable de bombarder des bases militaires américaines en Irak sans s'attirer de représailles humiliation qui explique peut-être le rapprochement Israël/ Emirats. L'engagement de la Turquie contre Daech aux côtés des Etats-Unis et ses alliés a rapidement créé d'autres tensions entre les Kurdes du Nord et Erdogan et la bande tampon créé militairement par les Turcs est appelée à nourrir de nouvelles frustrations et de nouvelles prétentions turques... en Libye et dans le Caucase.

En janvier 2020, lorsque l'administration américaine annonce un « *accord du siècle pour la paix* » ce n'est qu'une des nième constructions dont la seule logique est la satisfaction d'intérêts particuliers. Il aboutirait à la création d'un Etat croupion de Palestine, et la Cisjordanie pour une grande part serait israélienne ! De plus, le financement serait assuré par l'UE et les pétromonarchies jamais consultées sur ce mécano frontalier ! Les principaux intéressés les Palestiniens refusent d'en parler... un accord mort-né de plus ?

Le « donnant donnant » est-il la meilleure ligne à suivre pour pacifier la région ? la normalisation des rapports entre le Maroc et Israël s'est fait avec le soutien américain aux prétentions de Mohamed VI sur le Sahara Occidental... ce qui devrait réactiver les résistances des sahraouis. L'obtention par le Soudan d'un retrait de la liste noire des Etats terroristes est-elle un sauf conduit pour la mise en coupe du Soudan Sud et Bahreïn peut-il espérer l'indulgence américaine pour réprimer ses manifestants de la place de la Perle ?

Ni la Chine(investissements), ni la Russie(présence militaire) ne peuvent jouer le rôle de puissance tutélaire alternative au désengagement forcé ou voulu des Etats-Unis « *C'est que ni l'une ni l'autre ne sont en mesure de projeter au Moyen-Orient un système intégré de puissance qui ne saurait être gagé sur la seule force militaire (pour Moscou) ou le rayonnement exclusivement économique (pour Pékin)* » selon JP Filiu. Dans un contexte où la pandémie de la Covid 19 a « justifié » de fait une répression plus ferme face aux opposants, et face au refus de l'autodétermination qui pourrait sceller prospérité, solidarités et stabilités, l'avenir s'annonce donc très conflictuel, aventuriste et très loin d'une intégration planifiée.

L'exercice des Puissances régionales rime avec prédatons et confrontations...Symbolique le sort de la chaîne Al Jazeera créée en 1996. Depuis 2017, une alliance menée par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, et probablement l'Egypte en coulisses, impose au Qatar un blocus économique, dont la levée est conditionnée à la satisfaction de treize conditions dont La fermeture de la chaîne d'information, la CNN du monde arabe accusée de servir une propagande terroriste, figure en bonne place dans cette liste d'exigences

Joe Biden saura-t-il profiter de l'opportunité d'une **nouvelle donne** ? L'Arabie Saoudite et l'Iran semblent avoir engagé des pourparlers en vue d'une désescalade. La Turquie, a ajouté l'Egypte à la liste des pays avec lesquels elle souhaite réduire les tensions. Tandis que les Emirats arabes unis et Israël devraient débiter en juin 2021 des discussions sur un accord de libre-échange, l'Egypte, la Jordanie et l'Irak souhaitent désormais renforcer leurs liens économiques, et ont engagé des négociations en ce sens. Mais opportunité ne veut pas dire réalité !

✓ **Des désillusions... à la décomposition : un itinéraire hélas balisé ?**

Le seul horizon serait-il celui du chaos ?

- Le Moyen orient décrit par Zbigniew Brzezinski déjà en 1978 comme un « arc de crise » expression reprise avec quelques aménagements comme the « *crumbling triangle* » le triangle qui s'émiette ou le « croissant de crise » de l'Afghanistan à l'Ethiopie expression

pour Time en Janvier 1979 qui y superpose un ours la Russie... autant d'expressions qui rapprochent du chaos décrit par O. Roy à feu et à sang et confirment l'impasse.

- Un jeu des puissances régionales et mondiales « *qui se chevauchent et s'entrechoquent* » (M. Lefebvre) et interdisent aux pays arabes d'écrire leur propre histoire.
- Une nouvelle Guerre froide Iran/Arabie Saoudite avec de nouvelles fractures Yémen véritable conflit par procuration.
- Le discrédit qui hypothèque l'avenir : l'avortement du 5^{ème} mandat de Bouteflika au prix d'un remplacement par un homme lige de Bouteflika peu capable de refonder le système de pouvoir, les doutes tunisiens.
- Le communautarisme qui fait implorer l'Etat irakien et son establishment et le rend difficilement gouvernable comme le montre la quête d'un premier ministre de compromis Moustafa Al-Kazimi ex-directeur du service national de renseignement. Iran et EU tentent de garantir une stabilité, l'Iran confisquant petit à petit le destin de son ancien ennemi (guerre des années 80). Seuls les Kurdes ont construit depuis 1991 une autonomie relative politique autour de leurs bastions d'Erbil ou de Souleymanié.
- 5 Etats sont en décomposition : le Yémen, la Libye, la Syrie, l'Irak et le Liban : Etats faillis pour certains en attendant la III^{ème} République à Beyrouth, un nouveau pouvoir à Damas...
- Les guerres sont les véritables matrices des évolutions malgré l'horreur des guerres précédentes Iran / Irak lutte contre le Fis en Algérie / Yémen

Dans les monarchies du Golfe et en Jordanie, aucun des mouvements de protestation observés dans l'ultime réplique des printemps arabes de 2011, n'a débouché sur un processus révolutionnaire ébranlant la légitimité traditionnelle des familles régnantes au pouvoir depuis des décennies et prétendant même descendre du Prophète. Les règlements de compte entre le roi Abdallah II avec son demi-frère Hamza sur fond de soupçon de tentative de déstabilisation de la monarchie hachémite par Riyadh ne fixe pas un horizon serein.

- Le drame migratoire est un des stigmates du délitement régional : le Rio grande méditerranéen est le théâtre de cette décomposition avec un acteur périphérique essentiel la Turquie qui réclame son dû. (Elle n'aurait reçu que 900 millions d'euros sur les 3 promis)
- L'impuissance de la communauté internationale : les égoïsmes sacrés ? La communauté internationale via le PAM qui distribue des centaines de milliers de rations alimentaires d'urgence au Nord-Ouest de la Syrie ou le HCR (Haut-commissariat aux réfugiés) qui pilote le soutien aux 9Millions de déplacés (6,6 M de syriens, 2,5M d'irakiens ,280 000 yéménites) se résume à un secours d'urgence. Symboliquement, la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (Manui) est prise en 2020 entre deux feux les attentats perpétrés par Daech et les ripostes américaines. Pas moins de 3 envoyés spéciaux de l'ONU sont chargés de mettre sur pied un processus de sortie de crise Ismail Ould Cheikh ahmed au Yémen, Staffan de Mistura en Syrie et Ghassan Salamé en Libye... Aucune avancée sérieuse n'est enregistrée mais de petits pas au Yémen (pourparlers en Suisse et au Koweït en 2015 et 2016) en Syrie (8 rounds de négociations à Genève sans résultat et une relance par la Russie

à Astana depuis 2017 avec l'Iran et la Turquie et pas toutes les parties car Bachar el-Assad en profiterait. A peine peut-on dire que la « désescalade » est au rendez-vous ;

Quant à la Libye un accord inter libyen « cessez-le-feu national et permanent » a été signé sous l'égide de l'ONU en octobre 2020 entre le gouvernement d'entente nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, et les autorités de l'Est alliées du maréchal Khalifa Haftar mais déjà la Turquie doute de son efficacité.

« L'échec américain –en Irak, dans la stratégie de démocratisation et dans la lutte globale contre le terrorisme– dessine un Moyen-Orient aux prises avec le blocage de la question palestinienne, un Irak en voie d'éclatement, un Liban politiquement paralysé, et un risque de 'somalisation' qui s'étend progressivement. Face à des États-Unis affectés dans leur crédibilité et à une Union européenne qui se laisse marginaliser, la Russie, l'Iran, et l'Arabie Saoudite se réintroduisent dans le jeu régional. Globalement la situation est désastreuse et pire que celle de 2002 avant l'intervention américaine... ». Cette analyse de D. Bauchard en 2007 garde une étonnante actualité.

Mais la décomposition si elle est en cours ne vient-elle pas plutôt des inégalités intérieures accrues par la crise de la Covid 19 dans un Liban en défaut de dette, en Egypte à la merci de subventions saoudiennes, en Algérie ligotée à des cours pétroliers yo yo. Même l'Arabie Saoudite a du décréter en mai 2020 un plan d'austérité et élaguer quelques objectifs de sa vision 2030... Très symboliquement la pandémie a refait apparaître de mini émeutes à Sidi Bouzid région citée pourtant comme berceau ou détonateur des premiers printemps arabes.

Ainsi interpellé les fragmentations du monde arabe c'est :

- rejeter les constats les plus réducteurs : il ne suffit pas de s'abriter derrière la « complexité » mise en avant par de Gaulle ou Churchill *« rarement quoi que ce soit de matériel ou d'établi et dont on m'avait appris à le tenir pour permanent et vital a duré. Tout ce dont j'étais certain ou dont on m'avait appris que c'était impossible... est arrivé » !*
- être prudent sur des interprétations excessives : faire de la création de l'Etat d'Israël la seule cause de désintégration du monde arabe, car les peuples arabes n'ont su ni faire la guerre, ni faire la paix !
- intégrer un débat économique sur la modernité sur des choix de développement et de modèles plaqués ou déséquilibrés notamment autour de la gestion du pétrole et de l'eau les deux ressources clés du futur,
- évaluer des responsabilités extérieures et savoir appréhender l'impact du front du refus autant que de l'intervention américaine de 2003 qui contribuera à cette logique de chaos.
- introduire la pandémie du Covid 19 qui active les conflits mais a fait des Emirats du Qatar des acteurs d'une diplomatie sanitaire apte à fournir des masques et des équipements hospitaliers à des pays pauvres et l'Arabie Saoudite présidente du G20 en 2020, n'a pas hésité à donner une légitimité au multilatéralisme de l'OMS,

Mais sans oublier que le malheur arabe *« s'il existe, a ceci de particulier qu'il est ressenti par ceux qu'ailleurs on dirait épargnés. Et que, davantage que dans les chiffres, il tient dans les perceptions et*

les sentiments. A commencer par celui, largement répandu et profondément ancré, que l'avenir est obstrué »... Samir Kassir.

Carte : Les printemps arabes : entre aspirations unanimes et destins fragmentés.



Source Grand Atlas 2021, éditions Autrement, 2020

Carte : Les printemps arabes : entre aspirations unanimes et destins fragmentés.

Nature du document : Il s'agit d'une carte extraite du Grand Atlas 2021 de F. Têtart, géopoliticien, lié à l'Ecole géopolitique de Y. Lacoste, un rendez-vous annuel depuis 2013 avec l'atelier cartographique de Autrement (atlas thématiques) et un choix d'actualités bordé par France info et Courrier International, partenaires éditoriaux. L'année 2021 est notamment un prétexte à dresser un bilan des « **printemps arabes deuxième épisode** ». Au départ, pas d'autre ambition que de représenter les pays qui depuis 2010 et les événements de Sidi Bouzid se sont proposés de liquider des régimes dictatoriaux sclérosés par la corruption et le népotisme et de rappeler que ces printemps ont fait vaciller le pourtour méditerranéen devenu zone extrême de tensions aux portes de l'Europe.

Intérêt du document :

- faire un bilan des évolutions des révolutions démocratiques initiées en 2010 en Tunisie à Sidi Bouzid pour dans un contexte de crise économique structurelle liquider des régimes autoritaires sclérosés par la corruption et le népotisme,
- saisir une deuxième « saison » de ces printemps depuis 2019 qui débouche sur une instabilité globale régionale

Analyse :

- ✓ **Le noyau originel des « printemps arabes » est délimité** : la Tunisie avec la chute de Ben Ali en 28 jours de « révolution des jasmins » à partir du 20 décembre 2010 et une onde de choc dans le Maghreb Machrek , avec l’Egypte et la révocation de Hossni Moubarak... ou la Syrie et la contestation de Bachar AL Assad qui fait converger dans le conseil national syrien des mouvements de jeunesse , des Kurdes, des frères musulmans syriens ,et à l’extérieur des oppositions djihadistes , des mouvements proches de AL Qaida et ultérieurement de l’Etat Islamique et Bahrein avec des manifestations chiites pour la réforme du régime. En Libye, l’intervention de forces extérieures franco-britanniques fait chuter celui qui à la tête de l’UA se proclamait « empereur d’Afrique » : le colonel Kadhafi.
- ✓ Le choix de **2019-2020** pour cartographier les manifestations n’est pas fortuit : c’est **le retour de la contestation des pouvoirs en place** avec l’Algérie, le Soudan, le Liban et l’Irak qui s’embrasent. La jeunesse, surtout, manifeste contre les inégalités sociales (Liban 3000 personnes contrôlent autant de richesse que 50% de la population), la corruption des élites (les affidés de Bouteflika) la prédation organisée (Rami Makhlouf cousin de Bachar contrôle 60% de l’économie syrienne) autant de mouvements attisés par le confinement et des catastrophes comme l’explosion d’un silo de nitrate d’ammonium dans le port de Beyrouth... En Algérie, la convergence de lutte des étudiants de syndicalistes de défenseurs des droits de l’homme permettent d’éviter la 5^{ème} réélection de Abdelaziz Bouteflika, à partir du 22 février 2019, mais le « Hirak » tous les vendredi veut pacifiquement éviter la guerre civile des années 90 et aller jusqu’à la fin d’un système clanique de pouvoir, collusion entre l’armée et des milieux affairistes au prétexte d’une radicalisation menaçante de l’Islam. L’exigence démocratique est aussi au rendez-vous de manifestations au Soudan de l’alliance pour la liberté et le changement contre Omar el Béchir installé depuis 1989, et destitué en avril 2019. En Irak au dénominateur commun de ces manifestations s’ajoute la volonté de bouter les étrangers iraniens ou américains hors du territoire après les promesses de retrait non finalisées de D. Trump.
- ✓ **Le choix de représenter des guerres en cours** marque la volonté de **lier ces printemps à de nouvelles instabilités**. Ainsi, en Libye, la chute de Kadhafi a ouvert une partition de fait du territoire entre Tripoli et Benghazi respectivement un gouvernement reconnu par la communauté internationale le et les milices de général Haftar, face à face violent qui ouvre une brèche à l’Etat islamique en mal de territoire depuis sa défaite en Syrie et en Irak et la chute du califat de Bagdad. La Turquie revisite une diplomatie ottomane ambitieuse dans la région...
 - La guerre de Syrie n’est que la résultante d’une instrumentalisation de la volonté de reconquête de territoires par Bachar el-Assad face à Daech. Pour les Russes c’est un moyen de réaffirmer leur présence dans la région (base de Lattaquié), pour les Iraniens de s’affirmer comme puissance régionale et pour le Hezbollah de donner corps à un arc chiite militant. Les prolongements de cette guerre impliquent la Turquie aux prises avec les kurdes à sa frontière méridionale et la coalition des alliés, impuissante à stopper les

- guerres chimiques du pouvoir et les reconquêtes brutales des 3/4 des territoires au prix de 388 000 morts et de l'exil plus de 12 millions de personnes selon l'ONU.
- Le Yémen est certainement une diversion pour l'Iran et l'Arabie Saoudite car les deux pays sont traversés à des degrés divers par des désirs de réforme et dans l'aventure extérieure pensent apporter des dérivatifs... Les affrontements entre les houthis et le pouvoir de Sanaa depuis 2014 font de cette guerre oubliée une catastrophe humanitaire et un banc d'essai d'armes meurtrières.
 - D'autres conflits larvés ou ouverts sont les effets de traine de la décomposition du Moyen Orient comme les raids de l'Etat islamique au Sinai, ou les poches de résistances en Irak d'anciens de Daech.
 - Difficile de voir dans la prise en tenaille du Qatar par l'Arabie saoudite et ses alliés autre chose qu'une volonté de punir l'activisme diplomatique du Qatar, et ses liens avec les frères musulmans comme en Tunisie.
- ✓ **Pouvoir sur une carte, énumérer autant de graves tensions en 2021, montre de toute évidence que les printemps sont loin d'avoir tenu leurs promesses :** l'exception démocratique tunisienne est bousculée par la crise économique et la tentation autoritaire case départ car le maréchal Sissi n'incarne pas les rêves de liberté d'une génération mobilisée sur la place Tahrir, le Soudan est dans l'attente d'élections différées pour 3 ans, le Liban ne se suffit pas d'un nouveau premier ministre Hassan Diab et des ultimatums de réformes exigées de la France, l'Irak amorce une réconciliation nationale délicate et tous les visionnaires d'un Grand Moyen Orient de « *state and democracy building* » (théorie conservatrice américaine défendue depuis G. Bush) en sont pour leur frais.

Critique : La carte anticipe la création d'un Etat palestinien. De fait, malgré une reconnaissance par un statut d'observateur par 138 membres dont la France et 9 oppositions (EU, Israël, le Canada, la république Tchèque) n'est pas encore d'actualité, même s'il faisait parti tant pour G. Bush que pour B. Obama, leur agenda de mandat et l'autorité palestinienne comme le Hamas à Gaza n'incarnent un Etat virtuel.

Pour une fois, ce qui manque est suffisamment important pour en faire l'épicentre de la critique. Il semble difficile d'assimiler les différents conflits en cours, tant par leur intensité que leur origine plus ou moins lointaine : les affrontements d'une guerre de cent ans entre Israël et les Palestiniens ne sont pas de même nature que les raids de l'Etat islamique au Sinai.

La carte fait l'impasse sur les puissances extérieures impliquées. Seule la Russie par sa couleur suggère une réelle utilisation de la région comme levier de son retour dans l'Histoire, mais l'UE ni les EU ne sont pas mentionnées et l'UE sensible aux problèmes migratoires induits par les conflits est la grande absente.

La France est de la même couleur que la Russie, sans que pour autant les positions ne soient les mêmes face aux printemps arabes.

L'absence du Maroc est certes la preuve d'une moindre perméabilité aux révolutions arabes, mais ne s'explique pas car le mouvement du 20 Février a été une coalition inédite sans jamais contester Mohamed VI commandeur des Croyants mais appelant à un changement

La carte à moindre frais aurait pu indiquer les fractures (Libye-Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan aux mains des djihadistes, Irak- Kurde sunnite chiite).

Quant aux absences d'indications de ressources (pétrole saoudien gaz delta du Nil par exemple nappes aquifères autant de sources de conflits (seul le cartographe peut estimer que la carte se serait alourdie et aurait été moins explicite).

Portée : Certes la Covid 19 complexifie la donne régionale et bouleverse les priorités, mais le bassin méditerranéen et le Proche Orient n'en demeurent pas moins une zone ultrasensible. Les duels fratricides pour s'imposer comme puissance régionale, les poches de résistance de Daech, l'impuissance de la communauté internationale, les progrès trop lents de la démocratisation initiée en 2011, la Méditerranée transformée en Rio grande meurtrier, sont autant d'incertitudes qui marqueront l'Après pandémie.

■ SUJET 2

Agriculture et alimentation : sécurité alimentaire aujourd'hui et demain.

- ✓ **Un sujet classique.** ECRICOME avait formulé différemment voilà plus d'une décennie... mais l'urgence climatique, la nécessité d'introduire de nouveaux modes de consommation et de productions, la concurrence toujours plus vive entre détenteurs d'un pouvoir vert, les nouvelles règles sanitaires font qu'interpeller les candidats sur cette thématique reparaissait motivant.
- ✓ **Un sujet actualisé** par la pandémie qui a montré les effets de l'élevage industriel et les difficultés de reformater les circuits agricoles sur fond de retour à l'assistance alimentaire pour les catégories les plus défavorisées.
- ✓ **Un sujet prospectif** et qui niera que dans le monde d'après, avec la résurrection du plan comme en France des visions 2030 (Chine) on a besoin de se projeter et sans faire de concessions aux utopies, se mobiliser sur les évolutions en cours ou escomptées.
- ✓ **Un sujet au cœur des rapports de force...** Qui a noté que la Chine fait de l'IA appliqué à l'agriculture un des éléments de sa légitimation comme grande puissance, et que l'alunissage sur la face cachée de la lune s'accompagnait de la mise en œuvre d'un essai agronomique audacieux... développer une céréaliculture sur place !
- ✓ **Un sujet carrefour** qui mobilisait à la fois des connaissances de première année (module 2 traite des échanges agricoles) et du module 2 car la ferme du XXI^{ème} siècle le Brésil de 2020 ou l'échec partiel de la 2^{ème} révolution verte en Afrique, ou l'instrumentalisation des aides agricoles font partie des études régionales de deuxième année.
- ✓ **Un sujet bien sûr sans documents** (chrono ou carte d'appoint) était un outil de sélection assez performant car on peut gloser sur l'agriculture mais produire une réflexion sur la place de la sécurité alimentaire dans les rapports de force géopolitique était une autre aventure !
- ✓ **Un sujet précis** Attention ! bien distinguer autosuffisance alimentaire, souveraineté alimentaire qui font référence au droit des peuples à conduire leurs propres politiques agricoles et alimentaires et la protection et le contrôle de leur production et limiter sinon refuser des importations concurrentes. Souvent ces démarches passent par la relocalisation de la production et de la consommation. La sécurité alimentaire est un objectif d'approvisionnement plus intégré aux marchés mondiaux, une optimisation des approvisionnements pour éviter fluctuations des prix, tensions extrêmes sur les flux en limitant les effets sur l'environnement.

Agriculture et alimentation : comment assurer la sécurité alimentaire aujourd'hui et demain.

« Les agriculteurs tiennent dans leurs mains l'avenir du monde, la beauté de la planète et le salut de l'humanité » S. Brunel

B. Hervieu « Un droit des peuples à se nourrir eux-mêmes » Flammarion 1996

Rappels :

La sécurité alimentaire : une définition évolutive au départ très quantitative, que chacun ait accès facilement à la nourriture dont il a besoin pour survivre et se développer. Idée introduite à la Conférence Mondiale de l'Alimentation en 1974 affirmant un droit à la nourriture. Le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) définit désormais la sécurité alimentaire comme le stade où **« tous les êtres humains, à tout moment, ont un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante saine et nutritive, qui répondent à leurs besoins énergétiques et à leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine »**. Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et Plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation.
FAO

On rappellera le décorticage de la notion de sécurité alimentaire par T. Gomart dans l'affolement du monde.

« La sécurité alimentaire repose sur 4 piliers :

- *la disponibilité (à travers des structures de production ou des capacités d'importation)*
- *la régularité (à travers une chaîne logistique),*
- *l'accès (qui dépend du pouvoir d'achat et du marché),*
- *la qualité nutritionnelle.*

La sécurité alimentaire recouvre des enjeux géopolitiques. Elle conditionne le niveau de vie des populations, le développement des sociétés à travers l'équilibre entre ruraux et urbains, et la stabilité des territoires. Elle révèle de fortes logiques de souveraineté nationale dans un marché globalisé, mais aussi la puissance de groupes agroalimentaires ».

Durant des années, désindustrialisation, compétitivité industrielle, NTIC ont hiérarchisé les grandes puissances. La question agraire et plus encore la sécurité alimentaire sont revenues cependant au premier plan des priorités et de la réflexion sur l'après Covid 19. La pandémie en cours a mis l'accent tout à la fois sur les dangers d'élevages industriels propagateurs, de l'artificialisation de la nature qui a défaut de nourrir la population mondiale pouvait générer des conflits des épidémies et ... affamer la population. S'interroger donc sur la sécurité alimentaire aujourd'hui et demain cad la capacité de satisfaire a minima les besoins d'une population, cadencasser des flux d'échanges agricoles si possible les moins coûteux, anticiper des régimes alimentaires nouveaux et leurs approvisionnements, fait partie désormais de toute réflexion sur les rapports de force mondiaux. L'effort de prospective doit

accompagner cette démarche car face à l'urbanisation rapide, au maintien d'une forte pression démographique dans certaines régions, pour 10mds d'hommes en 2050 aux technologies mises en œuvre. Le débat reste ouvert, les décisions à prendre incertaines, les résultats plus espérés qu'inventoriés et évalués. Le prix Nobel attribué en décembre 2020 au PAM (programme alimentaire mondial de l'ONU) cache mal un échec international en matière de lutte contre la faim...

Problématiques à valoriser

La diversification des modes de consommation alimentaire et des modes de culture.

Nourrir sans affamer ?

Le progrès technique est-il la seule réponse à l'urgence alimentaire ?

La nouvelle donne : le réchauffement climatique rebat-il les cartes ?

1. Le bilan de la décennie confirme des défis et des impasses : l'urgence alimentaire

✓ La pression soutenue de la demande

- 1,3mds de personnes vivent de l'agriculture soit 28% de la population active de la planète contre 45% en 1990. Mais face à ces chiffres, il faut prendre en compte l'accroissement démographique de la planète de 2 à 8mds d'hommes de 1930 à 2020 et cela paraît déjà un défi majeur. Chaque heure ce sont 10 000 bouches de plus à nourrir chiffre un peu médiatique, peu représentatif des inégalités continentales mais qui est cependant un enjeu réel pour les agriculteurs et l'activité vitale qu'est l'agriculture. Plus de 820M de personnes ne mangent pas à leur faim quand quelques 2mds souffrent de carences en micronutriments (vitamines protéines par ex).

La pression est à la mesure de pénuries de terres cultivables, de leur inégale répartition de la faible augmentation des terres cultivées avec un jeu à somme nulle entre terres défrichées et conquises sur la forêt et celles perdues par l'érosion, les besoins urbains surtout dans les deltas le réchauffement climatique, la salinisation des terres mal irriguées, les besoins agro énergétiques...

- Dans un rapport sur les enjeux d'une gestion durable des sols, publié en août, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rappelle que, depuis 1961, la date à partir de laquelle les Nations unies disposent de statistiques consolidées, « *la croissance de la population mondiale et la consommation par habitant de denrées, d'aliments pour animaux, de fibres, de bois et d'énergie ont entraîné des taux sans précédent d'usage des terres et d'eau douce* ». L'activité agroalimentaire est responsable d'environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre et absorbe 70 % de la consommation d'eau douce de la planète. Par ailleurs, près d'un tiers des stocks de poissons sont surexploités, autant de données brutes qui invitent à s'interroger sur la situation

alimentaire mondiale et ses enjeux. Raisonnablement on ne peut poursuivre cette prédation, malgré une demande accrue de produits agricoles.

- **Et en plus du food (alimentation humaine) il faudra aussi pourvoir au feed alimentation des animaux d'élevage** : Le défi est délicat à négocier. Le retard des campagnes est souvent une insulte à l'avenir, surtout en Afrique qui devrait compter plus d'un milliard de ruraux en 2050 dont 90% au sud du Sahara, soit 1/3 des ruraux de la planète. Les campagnes retardataires, précaires sont des menaces pour la stabilité comme on a pu le voir en Tunisie en 2010-2011 lors de premiers troubles à l'amont des printemps arabes le secteur agricole assure 50% de l'emploi féminin en Afrique et un tiers en Asie 20% en Amérique du Sud. Le milieu pas plus que les hommes ne sauraient supporter un tel emballement démographique et l'heure est encore à des disettes locales, à l'insécurité alimentaire qui progresse depuis 2015 notamment en Afrique (19,1% de la population soit 250M de personnes) et en Asie (381M de sous alimentés) et même en Amérique Latine (9,3% des habitants) en 2019. Aggravée par le Covid 19 elle touche désormais les 5 continents et plus de 10% de la population française a eu recours à l'aide alimentaire en 2020. Aux Etats-Unis, on estime que 50M de personnes dont 17Millions d'enfants sont en situation d'insécurité alimentaire. Nourrir 7mds d'hommes dès aujourd'hui, reste un objectif ambitieux non atteint de sécurité alimentaire.
- ✓ **Ventres « creux » et ventres... trop pleins, sous nutrition et malbouffe au banquet du monde**
 - Les visions les plus simples sans être simplistes ont la vie dure et campent des situations délicates pour ne pas dire conflictuelles avec une certaine exactitude. M. Dufumier dans « *Famine au Sud, malbouffe au Nord* » (Nils, 2012), résume une confrontation douloureuse de deux catastrophes alimentaires. Les problèmes de malnutrition de la planète se divisent désormais presque équitablement entre deux grandes catégories opposées : quelque deux milliards de personnes carencées en micronutriments (vitamines et minéraux), dont 820 millions souffrent de la faim, alors que deux milliards de personnes obèses et en surpoids sont recensées. « *Trop de consommation de calories vides, à base de graisse et de sucre, et un manque d'éléments nutritifs* » S. Dury du Cirad (2019).
 - Dans son rapport sur la nutrition de 2020, l'ONU identifie 1 personne sur 9 qui souffre de la faim et de la malnutrition 149M d'enfants de moins de 5 ans sont en retard de croissance. Les pays industrialisés ne sont pas épargnés 40 M d'Européens n'ont pas accès à un apport alimentaire quotidien suffisant. Des classes moyennes urbaines sont touchées dès qu'une forte augmentation des prix des denrées alimentaires de base intervient amplifiant les aléas du climat, le coût des biocarburants « cette recette pour un désastre » (Jean Ziegler), des ruptures dans les circuits d'approvisionnement les cultures vivrières étant marginalisées par rapport aux cultures commerciales. L'émaciation devient un indicateur d'une insécurité alimentaire accrue : 6,9% des enfants de moins de 5 ans sont en retard de développement avec un faible poids par rapport à leur taille... Mais dans le même temps le surpoids infantile affecte 5,6% des enfants dans le monde... tristes données des échecs des prévisions et des actions conduites (2025 les objectifs du millénaire prévoient moins de 5% d'émaciation).
 - Les dégâts de l'obésité s'amplifient, 2,8M de personnes meurent chaque année de leur surpoids ou de leur obésité soit 5 décès par minute... les enfants sont impliqués lourdement

avec sur 800M de personnes obèses 20% d'enfants et d'adolescents et 40% des adultes aux EU. Par ailleurs, les politiques de bons d'achat alimentaire ont été suspectées de favoriser l'obésité chez les personnes en situation d'insécurité alimentaire. 2,8M de personnes meurent chaque année de surpoids (excès qui concerne 2Mds de personnes) ou de leur obésité soit 5 décès par minutes. 40% des adultes aux EU sont obèses, avec des maladies de surcharge le diabète l'hypertension les problèmes cardiovasculaires.

- Enfin, il reste une dimension géopolitique planétaire « *épée de Damoclès sur l'humanité* » pour Pierre Blanc (in géopolitique de l'agriculture Iris) : « *la faim d'un côté, la surabondance de l'autre. Les vases communiquent de plus en plus entre les différentes parties du monde. Les murs dressés sont impuissants à freiner les mouvements de population largement liés à la pauvreté et, pauvreté suprême, à la peur de ne plus pouvoir se nourrir* ». Les famines deviennent facilement des outils de contrôle ou d'élimination de populations gênantes comme hier au Cambodge, ou des moyens de manipuler les opinions au travers d'une « diplomatie d'extorsion » comme dans la corne d'Afrique.

Le gaspillage alimentaire ajoute à l'insécurité alimentaire sa part de cynisme : le montant du gaspillage alimentaire dans le monde approche 750mds de \$ en 2020 et seul un milliard de dollars suffirait pour que le continent africain puisse accéder à une alimentation de subsistance. Pourtant les projections sont sans appel : un quart des Africains seront sous alimentés en 2030.

✓ **Des blocages et tensions multiples à la périphérie du problème alimentaire...**

D'ores et déjà se superposent beaucoup d'évolutions, vectrices de régression

- **Le cumul de facteurs d'instabilité**

- L'Impact de migrations de détresse avec dégradation des ressources naturelles,
- Les changements climatiques sources de mobilités contraintes et souvent de violences physiques,
- L'accaparement par quelques puissances du droit de prendre en main l'alimentation des autres pays et de s'en servir comme d'une arme politique dans la grande tradition des embargos (pétrole contre nourriture en Irak ou prolongation) des mesures prises en août 2014, s'appliquent à la plupart des produits alimentaires venant des pays qui sanctionnent la Russie pour l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, en mars de la même année, et son soutien aux séparatistes de l'Est de l'Ukraine,
- Les violences agraires : en Colombie, en Inde ou au Mali autour des questions foncières,
- Les dérives impériales en Chine, les autorités doivent inclure dans le développement le demi-milliard de personnes rurales qui vivent à l'ouest du territoire. Cela passe par une hausse de la production agricole. Mais la Chine, pour se nourrir, doit internationaliser sa stratégie. Ce sont les routes de la soie alimentaires, qui sont aussi logistiques, normatives et diplomatiques. Ce n'est pas un hasard si la Chine a pris la tête de la FAO. On peut aussi citer la Russie qui retrouve son rang sur la scène internationale et qui utilise à cette fin sa puissance céréalière, son complexe alimentaire remobilisé en réaction aux sanctions ou encore la Turquie qui fait une percée au Moyen-Orient et en Afrique.

- **Les crises alimentaires cycliques accentuées par le dérèglement climatique** se multiplient et les émeutes de la faim de 2006 ont des répliques en 2008 à Haïti ou plus récemment dans les banlieues paupérisées de Santiago en 2020 au Chili. Des pays comme le Kazakhstan pourtant grenier à blé ont été contraints de stopper leurs exportations de céréales par crainte de pénuries. Les crises alimentaires conjuguent des troubles liés à la redistribution foncière et de cruels retards dans l'assainissement des circuits de distribution, la revalorisation des prix assurés aux agriculteurs, une pression différée sur les bourgeoisies urbaines pour qu'elles acceptent cette juste rémunération du travail paysan et ne se contente pas d'organiser des importations agricoles massive et à moindre coût (ex au Sénégal pour le riz). Les conflits ne font qu'amplifier les désordres alimentaires particulièrement en Afrique subsaharienne (Soudan 2011 ou Somalie la même année). S. Brunel a montré comment ces crises alimentaires du continent africain étaient moins liées aux aléas climatiques, ou à un déterminisme géographique qu'à des conflits armés. L'excès du redéploiement des budgets coréens vers le militaire au nom de la « juche » cad stratégie d'indépendance, d'autodéfense où le nucléaire est justifié par ce slogan « *on peut vivre sans bonbons* » confirme que la famine loin d'être une fatalité est le résultat de choix politiques aventureux. La pandémie du Covid et les mesures restrictives prises contre le Sras Cov2 ont fait basculer plus de 100Millions d'individus dans la faim.
- **Des marchés agricoles particulièrement erratiques** des dysfonctionnements concernent donc les marchés. On est loin de l'équilibre « gagnant/gagnant » des adeptes de la libéralisation des échanges les PED sont devenus des importateurs agricoles nets et ce au bénéfice de certains pays du Nord UE et EU. Les barrières non tarifaires, les normes de qualité des droits sélectifs sur les produits transformés ont freiné l'extraversion des PED fragilisée déjà par les aléas des cours, surtout des produits tropicaux. Peu de Nouveaux pays agricoles NPA au rendez-vous par rapport aux NPI futurs Brics promus ! L'année 2020 est à ce titre exemplaire car le surstockage des uns et le protectionnisme des autres créent un état de surchauffe lié à la Covid. La Chine acteur essentiel, reconstitue ses stocks : 100M de tonnes de soja et plus de 11M de tonnes de maïs) et ses cheptels après de mauvaises récoltes et une peste porcine aigue. En cherchant à sécuriser ses approvisionnements elle est prête à payer le prix fort.

L'assainissement des marchés volatils et spéculatifs est donc une impérieuse nécessité mais quand J. Chirac au congrès mondial des jeunes agriculteurs, dès 2003, interpellait la communauté internationale pour définir les contours d'un droit à l'alimentation, il en montrait le difficile chemin « *Suffit-il de fournir des produits alimentaires au plus bas coût sur le marché mondial afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, ou s'agit-il de développer des agricultures locales afin de permettre à un maximum de pays d'acquérir leur souveraineté alimentaire* » ?

Aujourd'hui et dans un avenir proche, ni les famines (mourir de faim), ni la sous nutrition (ne pas manger à sa faim), ni la malnutrition (carences ou excès dans l'alimentation) ne sont éradiqués. La terre est -elle condamnée au statu quo ? Mais étonnamment, **la production alimentaire mondiale est supérieure à la demande** pour le Cirad (Centre de coopération

internationale en recherche agronomique pour le développement) « *La disponibilité en alimentation sur la planète s'élève à un peu moins de 3.000 kilocalories par personne et par jour, alors que les besoins pour nourrir la population sont estimés à quelque 2.200 kilocalories en moyenne, avec des variantes selon le sexe, l'activité, l'âge, et la région du monde* ».

2. La sécurité alimentaire : un triple impératif de stabilité régionale, de réponse à des besoins nouveaux, de stratégies adaptées

✓ Sécurité alimentaire et ordre.

- **Insécurité alimentaire et conflits**

Certains conflits opposent éleveurs et agriculteurs sur fond de sécheresse, de conflits interethniques instrumentalisés comme au Darfour ou au Mali et Nigéria. Pour J. Klatzman, 6 catégories au sein de la population mondiale, la première regroupe les pays dont la santé est plus en danger par une alimentation excessive (une bonne partie du monde occidental), deuxième population dont l'alimentation est jugée satisfaisante puisqu'elle fait plus que couvrir les besoins physiologiques, la troisième correspond à des situations de malnutrition : alimentation suffisante mais mal équilibrée, la 4^{ème} catégorie marquée par la sous nutrition, la 5^{ème} régions où règne la faim, la 6^{ème} des régions où les famines sont associées aux guerres, et leur instrumentalisation (cf S. Brunel). Les 3 dernières catégories sont au cœur de la question alimentaire, des enchainements qui conduisent à la pauvreté (perte de productivité, insuffisance de capital humain, coûts de la santé. Chaque augmentation de 1% du prix des denrées de base provoque une entrée dans l'insécurité alimentaire de 16M de personnes en 2008 déjà, particulièrement dans les pays à faibles revenus, les PMA. Plus de 52 millions de personnes sont «sous-alimentées» au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2019. La quête de nouveaux espaces de nomadisme pour les troupeaux, l'accès à des stocks, ou des productions locales sont des facteurs déclencheurs de combats, c'est le cas du Tigré, région pauvre du nord de l'Ethiopie comptant 6 millions d'habitants, qui s'enlise dans d'importants problèmes de sécurité alimentaire qui cumule les conflits armés, une des pires invasions de criquets des dernières décennies, des querelles entre ONG et le gouvernement éthiopien du premier ministre éthiopien Abiy Ahmed prix Noble de la paix 2019 pour faire parvenir l'aide humanitaire aux « *communautés vulnérables* ».

« *Quand l'agriculture se porte bien et que la sécurité alimentaire est assurée, alors il y a la paix* » résume Stéphane Abis du club Demeter...

- **Il n'est de puissance que si la sécurité alimentaire est assurée.** C'était le message de l'utopie maoïste, compter sur ses propres forces et de façon plus réaliste, les politiques agricoles suivies pour intensifier la production agricole parallèlement à la mondialisation de l'économie chinoise climatique, aménagement des bassins fluviaux, lutte contre la surpression démographique. Quelque part, c'était le message de H. Kissinger dans les 3 sécurités militaire énergétique et alimentaire clés de l'hyperpuissance américaine.

- **L'Instabilité agro politique est souvent au rendez-vous de choix politiques** : l'exemple des Philippines. La mauvaise distribution des terres héritée de la colonisation espagnole a donné lieu à la création d'une milice communiste NPA très active, jusqu'à l'accord de paix de 2012. Pour se débarrasser des paysans sans terre, notamment sous la dictature de Marcos (1965-1986) beaucoup ont été envoyés sur la grande île musulmane de Mindanao jamais colonisée par l'Espagne. Cette arrivée progressive a suscité le nationalisme (Front moro de libération nationale) puis l'islamisme (Front moro de libération islamique) qui a fait émerger le djihadisme (Abu Sayyaf) à Mindanao. i Daech a pu s'établir sur cette île, c'est donc en résonance avec cette question foncière.
- **Seule la souveraineté alimentaire serait bien plus que la sécurité alimentaire, un objectif ultime pacificateur** ; Plus qu'un système de production, il s'agit d'un système social qui remet l'alimentation au centre des préoccupations de la société. Il suppose une adaptation de chaque population, avec son environnement et son passé culturel, l'indépendance vis-à-vis de l'agro-business, condition impérieuse de diversité des productions locales et le retour à de petites exploitations, à une agriculture familiale et paysanne. Autant de gages dans ce concept né de Via Campesina et de l'**agroécologie** d'un autre monde possible moins belligène, un consensus existe à présent « il faut aider chaque pays à se nourrir lui-même, et la question de l'alimentation ne pourra pas être résolue par la concentration de la production dans les régions les plus efficaces, l'aide et le commerce international. O. de Schutter, ex-rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation de l'Organisation des Nations unies ».
- ✓ **Sécurité alimentaire et besoins liés à la moyennisation des classes sociales**
 - **L'essor des classes moyennes** (1,8md d'individus en 2000 3,6 en 2020 et 5 Mds dès 2030) comporte des exigences en termes de production agricoles au regard du type de consommation alimentaire de ces classes émergent : diversification, protéines animales. Malgré « l'essor de la junk bouffe » des exigences de qualité, des enjeux en termes de santé, imposent de réviser les choix alimentaires.
 - Selon la FAO, **il existerait 10 000 à 50 000 plantes comestibles alors que moins de 200 d'entre elles sont utilisées pour l'alimentation**. Est-il prudent que seulement trois céréales, le blé, le maïs et le riz fournissent près de 60% des calories et des protéines provenant d'aliments d'origine végétale ? G. Fumey s'interroge : « *N'est-il pas temps, comme l'a fait le Suédois Linné au XVIIIe siècle, de procéder à une révision de nos choix alimentaires, d'en explorer toutes les pistes pour les diversifier, plutôt que continuer la course à l'intensification par les artifices de la chimie et de la biologie moléculaire ?* » Pire, l'uniformité génétique contribue à la propagation foudroyante de maladies, comme ce fut le cas lors de la grande famine en Irlande en 1840 qui a coûté la vie à plus d'un million de personnes et poussé à l'émigration un autre million, la clé d'une plus grande sécurité alimentaire est dans l'inventaire des ressources génétiques des végétaux et des animaux pour une diversification des consommations.
 - **Les monocultures intensives** ont beau être améliorées par les technologies (irrigations sélectives, drones) elles **sont facteurs de risques...** Rien ne garantit qu'à l'avenir, on puisse

contourner des crises majeures de production comme ce fut le cas pour le maïs aux EU. Il en est de même pour les animaux : la moitié des races européennes se sont éteintes au XXe siècle. Et un tiers sur les 770 restantes sont en danger, notamment celles des pays en développement, pourtant mieux pourvus en biodiversité animale. Près du tiers des bovins africains menacés par la trypanosomiase compromettent l'agriculture dans une région où la démographie explose et où les sols ne seraient plus amendés. La sécurité alimentaire passe donc par une sélection des races et une diversification des cheptels en évitant des surconcentrations et des processus d'industrialisation terreau de nouvelles épidémies.

- Au total, il est d'autant plus urgent de diversifier les apports alimentaires de réfléchir **sur le coût d'un modèle urbain occidental**, que l'insécurité alimentaire croît depuis 2015 et que dans la confusion la plus extrême on évoque pêle-mêle des malnutritions, des sous alimentations, des obligations de compromis alimentaires, des carences alimentaires, autant de raisons pour l'ONU de convoquer dès 2020 « un sommet des systèmes alimentaires » reprogrammé pour cause de crise sanitaire.
 - De plus en plus d'**entreprises agroalimentaires** comprennent les évolutions nécessaires pour conjuguer santé des consommateurs et survie de la planète. La Fondation Barilla les réunit, pour définir dans le cadre de l'agenda 2030 et de la Cop 21 les régimes alimentaires de demain : surveillance de la restauration rapide, méthodes de production à rénover pour éviter déforestation, déchets, cadre citoyen à respecter en refusant l'optimisation fiscale pour Jeffrey Sachs le changement est possible et est en cours !
- ✓ **Sécurité alimentaire : nourrir certes... mais pas en affamant certains :**
- **L'Industrialisation de l'agriculture peut être un facteur d'instabilité**, de régression de l'écosystème et de menaces :
Les tentatives d'explication de la Covid 19 ont déjà produit des analyses où cette épidémie est associée à un « Capitalocène tardif » terme préféré à « Anthropocène » par J. W. Moore car ce dernier noierait les responsabilités d'un système dans une vague culpabilité mondiale. Plus précisément la rencontre de deux phénomènes : l'installation de fortes populations au contact d'une forêt en recul et l'élevage industriel qui ont fait synergie induisent la pandémie. Ainsi la Prise de contrôle du Numéro 1 du porc Smithfield Foods par un conglomérat chinois a fait de la province d'Hubei un vaste atelier d'élevage industriel où Goldman Sachs et la Deutsche Bank ont investi. Outre que ces fermes industrielles sont de gigantesques incubateurs à zoonoses, elles ont ruiné des milliers de petits paysans éleveurs partis au contact de forêts, créer quelques 20000 fermes d'élevages d'animaux sauvages qui ont fleuri en 25 ans. Issu de l'une de ces fermes dont la multiplication n'est pas étrangère aux circuits du capital agroindustriel et empruntant ensuite à grande vitesse le réseau de la mondialisation (mégalo-pôles interconnectées par la mobilité aérienne de masse des marchandises des cadres et des touristes) la Covid 19 et sa diffusion globale sont bien des phénomènes du capitalisme tardif. Pour d'autres, comme Anne Tiang le terme de Plantationocène « *préférable car il décrit le passage du modèle esclavagiste au modèle de l'élevage industriel et de l'agriculture de firme. Standardisation de la production Apparition de zoonoses dans les élevages d'insectes adventices ou de champignons dévorant les* »

monocultures. Ce sont les manifestations d'une troisième nature sabotant la deuxième millimétrée et ultra productive du capitalisme industriel ».

- **L'agrobusiness est associé souvent à une régression sociale**, avec ses pesticides, eaux usées, nappes phréatiques, un désengagement des Etats porteur d'un libéralisme prédateur. Sensibilité des marchés (cf Covid 19) où certains Etats se sont précipités pour acquérir des denrées alimentaires créant des tensions sur l'offre.

L'interférence de problèmes qui ne sont pas nécessairement agricoles Pékin Washington a ajouté aux troubles des marchés agricoles.

Le landgrabbing n'est qu'une main basse sur la terre devenue ressource stratégique comme au Mali, au Soudan par exemple : La sécurité alimentaire des uns, se fait au détriment de la sécurité alimentaire des autres, car lorsque la Birmanie loue des terres à ses entreprises indiennes pour produire des lentilles pour le marché indien, quand le Cambodge loue des terres rizicoles au Qatar et au Koweït. Madagascar accepte la constitution de sociétés de droit malgache par des Coréens pour contourner l'interdiction de ventes de terres agricoles à des étrangers. Toutes ces pratiques relèvent d'une forme de néocolonialisme, plus que du transfert de technologies à des pays pauvres. Il y a dépossession de la maîtrise du foncier dans ces implantations agricoles offshore et l'expulsion est toujours pour Saskia Sassen plus évidente que la sécurité alimentaire. Pour la Chine, l'équation est simple ; Comment avec 7% des terres arables, nourrir 22% de la population mondiale ? En structurant une cinquantaine de sociétés agricoles chinoises implantées dans 30 nations sur 5 continents et en cultivant de nouvelles terres avec leur propre main d'œuvre leurs propres semences et en tenant peu compte du contexte local de biodiversité selon l'ONG espagnole Grain A new scramble for Africa !

Les FMN au cœur de la monoculture de l'huile de palme s'inscrivent aussi contre la biodiversité... une poignée de multinationales contrôlent plus des quatre-cinquièmes des semences. Un accaparement qui a eu lieu grâce à la Révolution verte des années 1970 et son cortège de servitudes en intrants ses dépendances excessives pour les semences, le risque d'uniformisation de VHR (variétés à haut rendement) rapidement devenues des VHS (variétés à haute sensibilité fragiles). Ces multinationales ont, ensuite, développé des biotech, avec les organismes génétiquement modifiés. Pour G. Fumey, les dysfonctionnements qui ont touché et touchent encore l'élevage (l'encéphalite spongiforme bovine, la tremblante du mouton, les œufs au fipronil, les contaminations des poissons et les très nombreuses gripes aviaires toujours actives) et le secteur du végétal (particulièrement menacé par les pesticides et les biotechnologies) sont à l'aval de multinationales de l'agrochimie, notamment celles qui tentent de pratiquer la confiscation du vivant l'agriculture n'est-elle pas à contre-emploi ? ne sert-elle pas plus à produire des devises plus qu'à nourrir des populations ?

- **Des méthodes intensives plaquées accroissent la ponction excessive de l'eau** 70% de l'eau consommée dans le monde mais pour S. Brunel ce pourcentage variable suivant les pays, les climats, les pratiques. Ce qui ne varie pas, c'est la focalisation sur le modèle carné occidental, supposé le meilleur horizon possible des politiques agricoles, et la remise en question des productions de céréales fourragères qui servent à l'alimentation humaine

directe. Les effets dévastateurs des déversements sur le continent africain des surplus européens (bas quartiers de viande bovine, carcasses de poulets) sur les modes de production traditionnels de production et de commercialisation de viande dans ce continent.

Finalement le défi de la sécurité alimentaire est de trouver une réponse à ce paradoxe dégagé par ... Voltaire « *on a trouvé en bonne politique, le secret de faire mourir de faim ceux qui en cultivant la terre font vivre les autres !* »

3. « Un droit des peuples... à se nourrir ? » : un objectif consensuel loin d'être atteint ! « ... il faudra demain comme aujourd'hui nourrir le monde » S. Brunel.

✓ **Certes beaucoup d'incertitudes demeurent**

- Certaines études dès 2013 optaient pour des prévisions « claires » **d'une augmentation nécessaire de 70% de la production agricole mondiale à l'horizon 2050 pour couvrir les besoins**. Périlleuse prévision car il faut tenir compte de la croissance démographique (mais qui aurait pu prévoir le tassement de la natalité au cœur de la pandémie de la Covid 19 ?) de l'augmentation du revenu des ménages (la Covid là encore a privé selon l'ONU en 2020 l'équivalent de 255 millions d'emplois à temps plein, soit quatre fois plus d'heures de travail parties en fumée que pendant la crise financière de 2009) de l'urbanisation croissante (mais à des rythmes très variés suivant les espaces) de l'évolution des régimes alimentaires qui se rapprocheraient de ceux des pays riches (pour le pire ? obésité...).
- **Mais à ces incertitudes dans les projections s'ajoutent d'autres incertitudes :**
 - **Sur les effets des changements climatiques** pesant sur les régions les plus productives en étant la principale cause de renchérissement et de volatilité des matières premières agricoles. L'effet prix allant jusqu'à des chocs prix intervient avec le réchauffement climatique certes mais aussi la pollution qui pénalise les rendements des récoltes, les maladies accrues des plantes et des animaux l'épuisement de certaines ressources (pétrole ou phosphates utilisés dans les engrais, l'augmentation de la population, et la financiarisation de l'agriculture). Les pays exportateurs seraient moins affectés que les pays importateurs structurels.
 - **Sur la dégradation des sols** « ces peaux de la terre » ces frontières entre géologie et biologie « Ce patrimoine foncier est agressé par dégradation, artificialisation, convoitises. Les effets de la salinisation des sols consécutive à une irrigation mal conduite ou à l'intrusion de l'eau de mer dans les sols - la compaction des sols liée à l'usage de matériel trop lourd. Terres agricoles représentent 4,9mrd'ha sur 13Mds d'ha de terres émergées. Les terrains de parcours sont majoritaires 3,3mrd'ha, l'agriculture en mobilise 1,5md dont 140M à des plantations permanentes, l'agriculture ne représente donc que 12% de la surface émergée. Seule réponse aux besoins, l'accroissement de la productivité car les terres cultivées ne peuvent à elles seules en l'état suppléer les besoins des nouveaux consommateurs (terres cultivées ont cru de 8% entre 1960 et 2016) sur la pression de l'urbanisation des

infrastructures qui grignotent les terres arables en Asie par ex où le rythme de métropolisation est rapide CF arrêt du projet Europacity dans le triangle de Gonesse (Ile de France) au départ développé sur 80ha de terres cultivables.

- L'érosion des terres d'origine hydrique ou éolienne (dust bowl) de plus en plus en Asie et au Moyen Orient. De là, la tentation du land grabbing, face à une terre devenue active rentable. Approche spéculative plus que souverainiste... Mais tout n'est pas qu'affaire de terres. L'Afrique avec près de 60 % des terres arables dans le monde pourrait atteindre l'autosuffisance alimentaire, mais le continent a globalement la plus faible pluviométrie, le plus grand nombre de conflits, la plus grande perméabilité aux épidémies. En 2016, les pays du Sud Sahel se sont donnés pour objectif *la réhabilitation de 100 millions* d'ha de terres cultivables, mais il faut compter avec les problèmes de déforestation qui lessivent les sols, le manque de nutriment des terres, de matériels et l'absence de formation.
- **Sur le dévoiement, terme volontairement agressif, de terres pour les consacrer aux biocarburants**, projet né de la crise pétrolière de 1973 et épanoui au Brésil qui a mis sur pied la première filière éthanol à partir de la canne à sucre. Attention toutefois aux utopies, ou à des choix ambitieux mais ambigus : ainsi le bilan carboné des biocarburants n'en fait pas des énergies neutres, et la concurrence qu'ils établissent avec les productions alimentaires est un débat plus qu'une donnée acquise : les crises frumentaires, comme celles de 1997 - 2008 ont montré que substituer des biocarburants à des productions alimentaires n'était pas sans danger : renchérissements prix agricoles et pénuries mettant en danger des populations. Qu'on se le dise la terre : devient une ressource de plus en plus rare dès lors que la nourriture d'un terrien était produite sur 0,5ha en 2000 et en 2050 0,15ha elle est valeur spéculative stratégique.
- **Sur la maîtrise de l'eau** : A la fois dans la nature des cultures cf maïs aquavore ou élevage intensif de poulets c'est 1000 litres par kilo de céréales et 13500 litres pour un kilo de viande - au niveau de l'irrigation : S. Abis rappelle même qu'en perse le mot äb eau est le radical d'âbadan (civilisation). L'irrigation peut être évaluée comme un facteur de productivité essentiel et sans les gains de productivité de l'irrigation 500Millions d'ha de plus seraient nécessaires pour produire autant que maintenant 330M ha soit 20% des terres cultivées mai 40% de la production concernées et les révolutions vertes ont pu pour A. Savvy sauver ne serait-ce qu'un homme, c'est grâce à l'irrigation (Asie 70% des terres irriguées mondiale). Mais seule l'Afrique paraît pouvoir augmenter l'irrigation pour sécuriser les revenus paysans. En Asie des opérations mal conduites ont débouché sur des agressions de l'environnement et Mer d'Aral. Parfois compétition ente finalités agricoles et besoin en eau potable (cf cap bon) en Tunisie où Hôtels et exploitations agricole rivalisent. Le poids des prélèvements en eau à des fins agricoles peut être facteur d'instabilité, de guerres de l'eau. La sécurité alimentaire est indissociable de la lutte contre les gaspillages en eau, des productions économes en eau des tarifications plus juste de l'eau et des prélèvements contrôlés. Intérêt parfois à recourir à des importations de céréales et

à préférer les légumes secs. La Riziculture irriguée responsable d'émission de méthane 2^{ème} source après l'élevage bovin invite à de telles évolutions.

- **Ne pas négliger la part des ressources halieutiques** (20kg par hab et par an, contre 9 il y a 50 ans) avec les risques de surpêche de surexploitation des stocks (Selon la FAO, on observe une tendance à la baisse de la proportion de stocks de poissons exploités à un niveau biologiquement durable, de 90% en 1974 à 67% en 2015) des atteintes à la biodiversité des fermes aquacoles de pêche artisanale et côtière, parfois en conflit avec tourisme de masse. Pêche illicite 15% du total des prises mondiales ; autant de problème à résoudre. Toutes ces inquiétudes ne peuvent légitimer le statu quo : Impasse potentielle de l'aquaculture : des poissons nourris à la farine de « poissons – fourrage » (anchois, sardines, merlans bleus, issus de la pêche industrielle) et usage immodéré d'antibiotiques (saumon chilien). Selon les experts de l'ONU, l'aquaculture intensive produit 110kg d'azote par tonne de poisson produits, 12kg de phosphore et 450kg de carbone !!!
- ✓ **Un défi quantitatif et qualitatif est lancé :** Il est à la mesure des quelques données quantitatives suivantes : En 1996 l'idée du « droit des peuples à se nourrir eux-mêmes » impliquait que l'Afrique accroisse sa production agricole de 300% d'ici à 2050 et l'Asie, l'Amérique Latine et les Caraïbes 80% ce n'est pas une mesure mais un corpus de mesures qui peuvent peut-être permettre sinon d'atteindre du moins de se rapprocher des objectifs.
- **De nouveaux modes de consommation :**
On convoquera la notion de transition alimentaire ou plus exactement de transitions alimentaires cad l'évolution vers une alimentation permettant de nourrir 10mds d'habitants en 2050 et qui soit viable tout en préservant la planète. L'alimentation du passé se prolonge dans les pays en moyennisation avec une augmentation de la quantité de viande dans la ration et une baisse de l'alimentation dans le budget. Mais l'assiette de demain devrait faire une large place aux fruits, aux légumes et aux céréales complètes (elles fourniraient plus du tiers de l'apport calorique), alors qu'une portion congrue reviendrait à la viande et au poisson **La nécessité de connaître les produits** est une urgence absolue. Cette connaissance consiste à connaître la manière avec laquelle ces produits ont été sélectionnés, comment les humains les ont enrichis, en exploitant toutes leurs ressources biologiques et culturelles, comment ils ont voyagé et se sont transformés dans leurs pays d'accueil, comment ils sont, à leur tour, transplantés dans d'autres cultures. Pour G. Fumey Parmi les milliers d'exemples que nous pourrions citer, on en fera émerger un, celui d'une viande vendue comme « brésilienne » en Indonésie alors que la manière de la cuire est d'origine... libanaise ! » La majorité de ce que nous mangeons aujourd'hui est passé par des circuits complexes, de hasard ou non, qui donnent une diversité de bon aloi à notre alimentation. Savoir que manger et ce que nous mangeons est un préalable à la sécurité alimentaire. Slow food vs fast food.

Peut-être qu'une réflexion sur la consommation de la viande s'imposera quand on aura pris conscience du fait que seulement 30% des calories ingérées par l'animal sont restituées sous forme de viande produits laitiers destinés à la consommation humaines... dans son analyse Futur X alimentation horizon 2050 le think tank néogéopo évoque la success story de Beyond Meat qui produit des steaks

végétaux aux caractéristiques semblables à la viande classique. Leur produit phare serait plus performant qu'un burger traditionnel américain (-99% d'eau, -90% de gaz à effet de serre et -93% de surface agricole). Alors, bienvenue à la viande cultivée. Cette technique, consiste à prélever des cellules sur un animal grâce à une simple biopsie. Mises en culture, ces cellules « poussent » et se multiplient dans un environnement stérile auquel on a ajouté des nutriments. Avec l'agriculture cellulaire, une seule vache pourrait fournir 175 millions de burgers... et rester vivante. Bienvenue aux insectes ?! Une startup comme Fasopro basée au Burkina Faso qui fabrique industriellement des farines de biscuits à base d'insectes et naturellement riches en protéines, en acide gras, en oméga 3 et en fer. Elle suit à la lettre le rapport 2013 de la FAO qui face à la nécessité de nourrir hommes et animaux, invite à utiliser les insectes qui « outre leurs qualités nutritives présentent des taux de conversion alimentaires élevés et ont un faible impact sur l'environnement ». Le français Ynsect, parie sur les insectes dont l'utilisation des sols est 150 fois plus productive pour l'agriculture et l'élevage. Mais si on tient compte de la révolution culturelle nécessaire, et l'encadrement de la filière des « *novel food* » ignorés avant 1997, de la priorité à l'alimentation animale plus qu'humaine, la consommation d'insectes n'est pas substituable, et ne répond pour l'heure qu'à des besoins à la marge. Qui peut faire de l'entomophagie la clé de la sécurité animale ? Les sources végétales légumineuses (soja, pois, féveroles, lupin, haricot sorgho...) ont encore de beaux jours devant eux.

Des groupes militants donnent corps à ces visions végétariens, végétariens, végétaliens précédés de combat contre les techniques d'élevage L214.

- **De nouvelles priorité de la gouvernance mondiale :**
 - **connaître les zones d'insécurité alimentaire** comme le fait le SMIAR (Système mondial d'information et d'alerte rapide), actif depuis les années 70, il établit une cartographie mondiale des problématiques d'insécurité alimentaire dans le monde (en 2019, sur 41 pays en surveillances, 31 pays étaient africains).
 - **lutter contre les fluctuations erratiques des cours**, avec des accords par produits vieille chimère des années 60-70.
 - **moraliser l'aide alimentaire** pour qu'elle ne soit plus mercantilo-philanthropique. On rappellera le constat réaliste de Thomas Sankara président du Burkina Faso de 1983 à 1987. « *Ces aides alimentaires (...) qui installent dans nos esprits (...) ces réflexes de mendiants, d'assistés, nous n'en voulons vraiment plus ! Il faut produire, produire plus, parce qu'il est normal que celui qui vous donne à manger vous dicte également ses volontés.* »
 - **-Une politique des stocks** devrait servir d'amortisseur aux crises et aux chocs des prix. Le but est de favoriser les stocks régionaux face au tassement des stocks à l'échelle mondiale qui ont fait reculer le rapport stock/utilisation de céréales au niveau mondial, de 29,6 pour cent en 2019-2020 à 28,4 pour cent en 2020-2021,
 - **retrouver la dynamique d'investissements agricoles** en allant au-delà du PDDAA (Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine), de 2003 qui prévoit l'attribution de 10% des dépenses publiques des Etats africains dans les programmes de développements agricoles, ou de la déclaration de Malabo de 2014

de l'UA sur la croissance accélérée de l'agriculture objectif : l'éradication de la faim en 2025.

- **lutter contre les subventions excessives** comme le propose le G22 face aux EU et à l'UE et privilégier les cultures à haute valeur ajoutée (Kenya fleurs coupées même si pas nutritionnel). La liste des possibles est longue mais le bilan du Doha Round est à la mesure des efforts qui restent à accomplir : le renoncement aux politiques de subventions agricoles dans les pays développés est différé et les agriculteurs des pays pauvres subissent une double peine, retard technologique et accès plus difficile aux marchés. La régulation des échanges doit se faire pour beaucoup sur d'autres bases que la simple réciprocité. **J. Stiglitz** énonçait même comme nouveau principe dans les négociations internationales « **une réciprocité entre égaux mais différenciation entre ceux dont les situations sont nettement différentes** ». La libéralisation des échanges agricoles doit donc se faire sous surveillance pour promouvoir un commerce agricole qui aujourd'hui stagne à 10% du commerce mondial. Et faut-il rappeler l'initiative « Tout sauf les armes » de 2001 de l'UE pour encourager la croissance des pays les moins avancés proposition novatrice visant à éliminer les quotas et droits de douane pour la totalité des produits, à l'exclusion des armes et des munitions, importés des 49 pays les moins avancés, la nourriture plus que le fusil : voilà une belle, timide avancée.
- **éviter une pérennisation d'un colonialisme vert** « *Le colonialisme vert c'est l'entreprise qui consiste à naturaliser l'Afrique par la force c'est-à-dire que plutôt que de résoudre la crise écologique comme elles le font en Europe des institutions comme l'Unesco, le WWF, l'UICN, s'efforcent de naturaliser l'Afrique c'est-à-dire de déshumaniser la nature. (Guillaume Blanc) Car mettre l'Afrique sous cloche pour faciliter tourisme spectacle, un modèle alternatif ou une rente verte peut amoindrir les surfaces cultivées et conduire à des impasses moins immédiates que le land grabbing mais à terme aussi périlleuses.*
- **Une nouvelle approche de l'agriculture** : agriculture raisonnée, permaculture, agriculture bio, et suite aux travaux de l'autrichien Steiner (**la biodynamie**), de l'anglais Howard et de son **agriculture organique** et du suisse Rusch **d'agriculture biologique**. L'agroécologie susceptible de supprimer la dépendance aux intrants externes souvent importés tout en préservant la fertilité des terres une polyculture réhabilitée. Très demandeuses d'emplois ces nouvelles stratégies agricoles nécessitent de réanimer des flux villes campagnes de revaloriser le travail de la terre, cela passe inévitablement par un renforcement de politiques publiques et une renaissance des Etats régaliens. Les produits biosourcés, cad fabriqués à partir de la biomasse fournie par l'agriculture sont l'avenir de la planète parce qu'ils sont renouvelables et participent à l'atténuation du changement climatique en captant du CO2 biocarburants pour la transition énergétique et garantissent des revenus aux agriculteurs quand les cours par ailleurs s'effondrent (balance de paiement soulagée, tourteaux très riches en protéines végétales ce qui permet de limiter, du moins pour la France, la dépendance en soja et maïs, OGM en provenance des EU, OGM dont on pourrait se passer pour P. Chalmin dans le monde a faim). La FAO avait déjà en 2007 lancé un pavé dans la mare en estimant dès 2007 que la conversion mondiale à l'agriculture

biologique déboucherait sur une offre de produits alimentaires comprise entre 2640 et 4380 calories par jour et par personne ! Plus encore, les pratiques agroenvironnementales plus respectueuses des écosystèmes dans les PED majoreraient la production de moitié !

- Certains PED n'ont pas attendu d'ailleurs les injonctions de la FAO pour **combinaison savoir-faire traditionnels en complément des savoirs scientifiques**. Au Burkina Faso en utilisant la technique « zai » qui consiste à utiliser des cordons de pierres calés sur les courbes de niveaux pour empêcher le ruissellement des eaux, mais aussi les rigoles que creusent les termites pour récupérer l'eau. Des gouvernements africains, comme le Sénégal avec la bourse de sécurité familiale ou le Niger avec l'initiative 3N [*les Nigériens Nourrissent les Nigériens*], ont adopté des programmes pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en utilisant l'approche « Faim Zéro » du Brésil. En Gambie, la FAO a assisté le gouvernement pour donner accès aux semences locales d'arachide, de niébé, de maïs ou de riz à plus de 10 000 agriculteurs souffrant d'insécurité alimentaire sévère.
- **Relancer l'irrigation vitale** (un paysan qui irrigue ne meurt jamais de faim) le goutte à goutte, les barrages collinaires, les lacs de retenue (biodiversité, loisirs, pêche, activités nautiques) mais ZAD et oppositions en France pourtant où ces tensions excessives existent la surface irriguée ne représente que moins de 5% de la SAU (1,54Mha) monde 55M ha irrigués en 1950 275Millions en 2000 17% de la SAU mondiale elles fournissent 40% des récoltes ; Il faut changer le métier de paysan, inventer un métier de synthèse (savoir produire, promouvoir, protéger), un métier du court terme et long terme, un métier du marché et du territoire vaste révolution culturelle !
- **Penser l'agriculture en dehors du schéma commercial et financier** alors qu'elle implique plus de la moitié de l'humanité, l'environnement des choix sociétaux importants, le projet agricole ne se résume plus au seul impératif de produire au moindre coût le kilogramme de protéines animales, la priorité serait donc de promouvoir de véritables politiques alimentaires qui pour S. Brunel supposent que « *les Etats du Sud prennent conscience que la vraie lutte contre la pauvreté et pour le développement durable passe par la promotion de la petite agriculture paysanne familiale qui fait toujours vivre 60% des habitants du Tiers monde* ». Inévitablement à ce niveau d'analyse on pense à l'exigence de **réformes agraires** redistributives au cœur de la question agraire et alimentaire. Omniprésentes dans les débats sur l'avenir de l'agriculture dans les années 60, surtout dans leur laboratoire latino-américain, elles ont quasiment disparu des enjeux agricoles. La terre a été redistribuée en Corée du Sud, Taiwan, Chine communiste, Inde en partie au Mexique (ejidos), au Zimbabwe, avec des effets variables mais non au Brésil et partiellement au Chili : l'intensification qui peut en résulter dépend de la « capacité » au sens de Amartya Sen des paysans « *de faire des choix parmi les biens qu'ils jugent estimables et de les atteindre effectivement* » bref la capacité à travailler et investir sur leur terre. Notion d'altermondialisme.

✓ **De nouveaux espoirs ? une révolution technologique ?**

- **Il faut tenir compte des formidables progrès de sciences et de techniques** et de la productivité agricole. Pour P. Bairoch durant les 4 dernières décennies, le niveau de la productivité agricole a été multiplié par 7,5 cad 1,5 fois plus que durant les 15 décennies qui précédèrent la seconde guerre mondiale. Donc autant que durant les 8-9 millénaires séparant l'invention de l'agriculture de la seconde guerre mondiale, un agriculteur français assurait la couverture alimentaire de 2,5 personnes. Il y a un demi-siècle il en nourrissait 7 en 1960, 30 au début des années 80, 50 aujourd'hui. Remodeler l'alimentation, conquérir de nouveaux espaces de production, réhabiliter certaines techniques en les amendant,
- Les nouveaux OGM, new breeding techniques offrent ainsi un espoir, n'échappent pas aux débats même s'ils relèvent de mutagenèse avec ciseaux moléculaires et pas d'insertion dans le génome d'ADN étranger. Ils sont plus résistants à la sécheresse (blé) ou à la salinité (riz). Le père de la révolution verte indienne le Dr M. S. Swaminathan promeut désormais l'evergreen revolution, la révolution doublement verte, une seconde révolution verte où la génétique doit se conjuguer avec.
- 5 principes, 5 E : Ecologie, Economie, Equité, Emploi et Energie au cœur de la nouvelle Ecotechnologie.
- **Il faut border mais ne pas négliger le rôle de FMN** dans l'usage de la mutagenèse et de la cisgénèse (transfert de gènes entre organismes pouvant être croisés naturellement). La mise au point des alicaments et des nano aliments, le clonage de la viande et l'agriculture sans élevage semblent être des projets d'avenir qui conduisent certains à imaginer une alimentation sans agriculture. et sans agriculteurs ? En Europe, en Amérique et en Asie du Nord, des milliers de startups s'activent depuis le milieu des années 2010 dans l'agritech (élevage ou culture agricole assistée par les outils numériques), la *food science* (transformation alimentaire, création de produits nouveaux), l'e-commerce alimentaire, les services à la restauration, la livraison à domicile depuis les restaurants ou les *dark kitchen*, notamment avec la pandémie depuis 2020 qui a vu les restaurants fermés plusieurs mois, les services d'intermédiation entre consommateurs, le coaching alimentaire. En France, un écosystème *foodtech* tente de réunir l'ensemble des acteurs, PME et grands groupes sur des territoires labellisés à Dijon, Lyon, Montpellier, Rennes, Brest et Saint-Malo.
- La pandémie actuelle a donné quelques pistes. Noah Yuval Harari n'est pas que dans la prospective quand il fait de **l'agriculture le secteur clé de la résistance aux risques** « *Prenez l'agriculture. Pendant des milliers d'années, la production alimentaire a reposé sur la main d'œuvre : environ 90 % des gens travaillaient aux champs. Aujourd'hui, dans les pays développés, ce n'est plus le cas. Aux Etats-Unis, seul 1,5 % environ des gens travaille dans les exploitations agricoles, ce qui permet non seulement de nourrir les Américains, mais ce qui fait aussi des Etats-Unis un des premiers exportateurs de denrées alimentaires. L'essentiel des tâches agricoles est effectué par des machines qui ne craignent pas les maladies. Dès lors, les confinements n'ont qu'une faible incidence sur l'agriculture. Figurez-vous un champ de blé à l'époque de la peste noire. Si vous dites aux ouvriers agricoles de rester chez eux en pleine saison des moissons, c'est la famine assurée.*

Et si vous leur dites de venir moissonner malgré tout, ils risquent de se contaminer les uns les autres. Que faire ? Maintenant, imaginez le même champ de blé en 2020. Une seule moissonneuse-batteuse à guidage GPS peut moissonner le champ entier avec une efficacité très nettement supérieure - et zéro risque de contamination. Là où, en 1349, un ouvrier agricole récoltait en moyenne 130 kilos par jour, en 2014, une moissonneuse-batteuse a battu tous les records en moissonnant près de 800 tonnes en une journée. Autrement dit, le Covid-19 n'a eu aucune incidence significative sur la production mondiale de denrées de base telles que le blé, le riz ou le maïs. Reste que, pour nourrir les gens, il ne suffit pas de moissonner le blé. Il faut encore le transporter, parfois sur plusieurs milliers de kilomètres ... ».

- S'il fallait dans ce long catalogue des options possible pour atteindre la sécurité alimentaire on voit donc que c'est une combinaison difficile de solution technique de gouvernance mondiale mais surtout de politiques alimentaires nationales.

Conclusion

Au banquet du monde, une personne sur 7 souffre encore de la faim ... « *la faim l'autre pandémie ?* », pouvait-on s'interroger en 2021. Dès 1996, B. Hervieu militait pour un droit des peuples à se nourrir eux-mêmes. A-t-on avancé depuis ? On évalue à 0.3% du PIB mondial, soit 267 milliards de \$ la somme qui permettrait de mettre un terme à la faim dans le monde d'ici à 2030. Mais au-delà de la facture modeste au regard des sommes engagées face à la pandémie actuelle, c'est la volonté qui manque : l'alimentation des peuples est autant l'affaire des Etats que l'objet légitime des marchés. Vaste chantier de régulation qui n'en est qu'à une prise de conscience des urgences. Pour l'heure début 2021, 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition dans le monde, dont 59 millions en Afrique. On comprend le cri d'alarme de Nehru en 1948 « *tout peut attendre excepté l'agriculture !* » et plus encore, **on aimerait parler d'urgence alimentaire plus que de sécurité alimentaire aujourd'hui.**